

ALGÉRIE-UA-LIBYE
Le Président de la République charge M. Djerad de le représenter au 8^e sommet du Comité de haut niveau de l'UA

P. 24

RÉVISION DE LA CONSTITUTION:
"Les travaux du Comité d'experts à un stade avancé"

P. 3

ALGÉRIE-PNUD
Promouvoir la culture constitutionnelle

P. 4

VISITE DU PRESIDENT TEBBOUNE AU MDN **L'ANP, garante de l'indépendance, de la sécurité et de la souveraineté du pays**

A l'heure où le contexte régional impose de nouveaux défis à l'Algérie, qui voit des foyers de tensions et de violences s'installer à ses frontières, avec leurs lots de risques sur la sécurité du pays, la visite, mardi, du président Tebboune, chef suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, au siège du ministère de la défense nationale et le discours qui y a été développé, ont servi à traduire l'attachement de l'Etat et du peuple algériens à cette institution constitutionnelle dont le rôle a toujours été de porter haut l'indépendance, la sécurité la souveraineté de l'Algérie.

DKnews



ENERGIE

"Le développement durable grâce au Programme de transition énergétique"

P. 5

UNIVERSITÉS :

Informatiser pour atteindre les normes de qualité

P. 5

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Rupture de certains services de communications électroniques : les précisions de l'ARPC

P. 5

SANTÉ

**OSTÉOPOROSE
Êtes-vous à risque ?**

P.p 12-13

FOOTBALL

**SÉLECTION U17
2^e phase de préparation de la sélection algérienne**

P. 21



THÉÂTRE

Pour de véritables mécanismes de traduction des textes du théâtre algérien

P. 16

MDN

**LUTTE CONTRE LE TERRORISME
3 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés**

P. 24

UNIVERSITÉS

Le site web de l'université d'Oran-1 classé 1^{er} à l'échelle nationale

Le site web de l'Université d'Oran-1 "Ahmed Benbella" a été classé en 1^{ère} position à l'échelle nationale par l'organisme "Webometrics", a indiqué hier le vice-recteur de cet établissement d'enseignement supérieur.



"L'organisme international "Webometrics" mesure la visibilité des établissements universitaires du monde entier à travers leurs sites web", a précisé Pr Smaïn Balaska dans une déclaration à l'APS en marge d'une journée scientifique dédiée à l'agriculture intelligente (smart farming). Le nouveau classement met ainsi l'Université d'Oran-1 en tête du tableau national et au 12^{ème} rang à l'échelle nord-africaine, devant l'Université des "Frères Mentouri" de Constantine-1 (16^{ème}) et l'Université des Sciences et de la Technologie "Houari Boumediène" d'Alger (17^{ème}).

"Webometrics" qui a pour vocation de promouvoir la présence académique sur le web, est connu pour être le plus grand classement indépendant des établissements d'enseignement supérieur. Le vice-recteur de l'Université d'Oran-1 a salué à cette occasion les qualités professionnelles des jeunes compétences humaines dont jouit son établissement, notamment dans le domaine informatique.

L'informatique a été, dans ce cadre, au centre de la rencontre sur l'agriculture intelligente organisée par cette même université dans le but de promouvoir l'émergence de solutions innovantes au profit du secteur agricole.

▶ TUNISIE

5 membres d'une même famille algérienne morts dans un accident de circulation

Cinq (5) membres d'une même famille algérienne sont morts dans un accident de la route survenu, mardi soir, sur un tronçon conduisant au terminal frontalier de Bouchebka, dans la délégation de Feriana, gouvernorat de Kasserine, rapporte l'agence TAP citant la protection civile. «L'accident est du au renversement de la voiture portant une plaque minéralogique algérienne en route vers le poste frontière de Bouchabka», précisent la même source. Les corps des victimes ont été transportés à l'hôpital régional de Kasserine.

▶ MÉDECINE

Un séminaire régional de formation à Annaba sur les mesures médicales préventives au sein de la Sûreté nationale

Un séminaire régional de formation sur les mesures médicales préventives au sein de la Sûreté nationale a été organisé, mardi à Annaba, par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Supervisé par l'inspecteur régional de la région Est Constantine, ce séminaire a été marqué par plusieurs interventions axées sur «les normes de prise en charge de la médecine du travail dans ce corps et son rôle dans le diagnostic des maladies chroniques, outre le volet administratif pour la prise en charge des dossiers médicaux au sein de la Sûreté nationale», a indiqué un communiqué de la DGSN.

La formation a été organisée au profit des chefs de centres médico-sociaux, des médecins généralistes, des médecins coordonnateurs, des vétérinaires et des psychologues relevant de la région Est et Sud-Est.

Ce genre de séminaires de formation visent à «renforcer le contact entre les spécialistes en médecine à l'effet de prendre toutes les mesures médicales et préventives nécessaires à la prise en charge qualitative et optimale de l'aspect social et sanitaire des affiliés au dispositif de la Sûreté nationale», ajoute-t-on de même source.

SÉISME

Secousse de magnitude 3.1 degrés enregistrée à Jijel (CRAAG)



Une secousse tellurique de magnitude 3.1 sur l'échelle de Richter a été enregistrée hier à 11h20 dans la wilaya de Jijel, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 3 kilomètres au sud d'El-Aouana, précise la même source.

LOGEMENTS

Tizi-Ouzou : la liste provisoire des bénéficiaires de 950 logements publics locatifs contestée



La liste provisoire des bénéficiaires de 950 logements publics locatifs (LPL) de la commune de Tizi-Ouzou affichée hier au siège de l'Assemblée populaire communale du chef-lieu et de ces annexes a été contestée par des postulants qui n'y figuraient pas, a-t-on constaté.

Des postulants à ces logements qui n'ont pas trouvé leur noms sur la liste provisoire qui a été également diffusée sur les réseaux sociaux, ont exprimé leur mécontentement en fermant la RN 12 à la sortie est de la ville de Tizi-Ouzou à Oued Aissi et la rue des frères Belhadj à hauteur du lotissement Anar Amelal (nouvelle-ville). A près avoir été invités à se rapprocher de la daïra pour y déposer des recours, les contestataires ont rouverts les deux voies et se sont rendus au siège de cette institution où ils ont improvisé un rassemblement.

Le Président de la commission de recours relatifs aux logements LPL a commencé à les recevoir pour enregistrer leur recours.

Sur place et par voie d'un appel rendu public mercredi, les postulants non retenus et qui s'estiment "lésés", ont été informés qu'ils pouvaient introduire un recours, et pour que ces derniers soient recevables ils doivent être déposés par le demandeur en personne dans les 8 jours qui suivent l'affichage de la liste des bénéficiaires.

"Les recours doivent être justifiés par tout document probant avec désignation des personnes figurant sur la liste ne représentant pas des cas sociaux", est-il précisé.

COLLECTIVITÉS

Laghouat : Le P/APC de Hadji-Mechri relevé de ses fonctions



Le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) de Hadji-Mechri, Ahmed Mustapha, a été démis de ses fonctions, pour faire l'objet de poursuites judiciaires, a-t-on appris hier des services de la daïra de Brida (wilaya de Laghouat). Cette mesure a été prise appliquée en vertu d'une correspondance émanant du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, et sur ordonnance du wali de Laghouat, Abdelkader Braïda.

La procédure, intervenant en application de l'article 43 du code communal portant suspension du P/APC pour poursuites judiciaires, a été prise à l'encontre de cet édile poursuivi pour abus de fonction, octroi d'indus avantages lors de précédent mandat, a expliqué à l'APS le chef de la daïra de Brida, Issam Baïya.

Selon le même responsable, la poursuite judiciaire de P/APC en question n'est pas l'unique motivation de son limogeage, mais que des rapports administratifs sur le développement dans la collectivité de Hadji-Mechri ont montré, par ailleurs, que le processus n'est pas à la hauteur des attentes de la population locale". En application de l'article 72 du code communal, les membres de l'APC seront convoqués pour une session extraordinaire, en vue de désigner un nouveau P/APC chargé d'assurer le fonctionnement normal des services de la commune.

MASCARA

Arrestation du directeur de la section locale de l'ONTA pour corruption

Les éléments de la police judiciaire ont arrêté mardi soir le directeur de la section locale de la wilaya de Mascara de l'Office national des terres agricoles (ONTA) en flagrant délit de corruption, a-t-on appris hier de source sécuritaire.

Le mis en cause a été arrêté et présenté devant la justice qui l'a placé en détention provisoire, a-t-on indiqué, soulignant que suite à une plainte d'un citoyen selon laquelle l'inculpé lui avait réclamé de l'argent en contrepartie d'un service, un plan qui a été mis en oeuvre par les policiers qui ont photographié les billets de la somme demandée, aboutissant à l'arrestation du mis en cause en flagrant délit. Une enquête approfondie sur cette affaire a été ouverte par les éléments de la police judiciaire.

▶ TRAVAUX PUBLICS

Les avis relatifs aux marchés seront publiés sur le site web du ministère

Les avis d'appel d'offres et les avis d'attributions provisoires des marchés des travaux publics et des transports ainsi que tous les autres avis relatifs à ce secteur seront désormais publiés sur le site web du ministère de tutelle (www.mtpt.gov.dz), a indiqué mardi ce département dans un communiqué. Cette



démarche s'inscrit dans le cadre de «la modernisation des services et de la simplification des procédures administratives au profit des opérateurs économiques intéressés par les activités du secteur des Travaux Publics et des Transports», précise le communiqué. Elle vient renforcer la publicité par voie de presse, déjà en vigueur.

Le Président Tebboune : développer les capacités de l'ANP face aux défis sécuritaires dans les pays voisins

Le Président de la République, chef suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis en avant mardi à Alger l'impératif de «développer les capacités de l'Armée nationale populaire (ANP) à la lumière des nouveaux défis sécuritaires dans les pays voisins».

Lors de sa visite au siège du ministère de la Défense nationale (MDN), le Président de la République a souligné l'impératif de «développer les capacités de l'Armée nationale populaire au regard de l'immensité de notre pays à la lumière des nouveaux défis sécuritaires dans les pays voisins et qui impliquent le renforcement des capacités de défense face à l'afflux d'armes dans les zones de tensions autour de nos frontières».

«Nous poursuivrons la mise en œuvre des programmes de développement des forces pour hisser le niveau des capacités de combat avec les différents partenaires, de même que nous poursuivrons les efforts de maintien de la disponibilité, de renouvellement et de modernisation des équipements militaires», a affirmé le Président de la République dans son allocution en présence du Général-Major Saïd Chengriha, chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire par intérim et de cadres du MDN et suivie par les éléments de l'ANP par visioconférence.

Il a souligné, en outre, que le développement des capacités de l'ANP «garanti, d'autre part, la sécurisation des zones abritant des installations industrielles, économiques et énergétiques névralgies, notamment dans le Grand Sud».

Le Président Tebboune a assuré qu'il s'attèlera «au renforcement des contingents de préservation et de sécurisation des frontières nationales avec les sept pays voisins en matériels et équipements modernes, notamment dans les domaines de la reconnaissance et de la



guerre électronique, en vue de garantir la détection précoce de toute menace, quelles qu'en soient la nature et la provenance.

Il a déclaré, également, qu'il accordera «une importance majeure» à la promotion des industries militaires «en vue d'intensifier davantage le tissu industriel national, de satisfaire les besoins des différentes composantes des forces armées et du marché national et de contribuer au développement de l'économie nationale et à la création de postes d'emploi», et ce, à travers «des contrats de partenariat industriel sérieux entre les secteurs civil et militaire en y associant les universités et les centres de recherche et de développement».

Affirmant que de tels objectifs «ne sauraient être atteints qu'à travers la formation de la ressource humaine militaire», le Président Tebboune s'est engagé à poursuivre «le perfectionnement de la formation et des programmes d'enseignement dans les différentes écoles de l'Armée à travers l'adoption de méthodes pédagogiques scientifiques modernes au diapason des développements technologiques dans les armées du monde».

Dans le même contexte, il a estimé que «le niveau des programmes de développement et de modernisation des capacités de combat ne peut être évalué qu'à travers des exercices de terrain», faisant état de sa volonté de «dynamiser la coopération militaire avec nos différents partenaires étrangers». Il a, à ce propos, qualifié d'«importance majeure, la poursuite de la sensibilisation et de la formation morale des effectifs afin de consolider leur sens du patriotisme, leur fierté des valeurs et principes novembristes et leur fidélité au serment fait à nos valeureux Chouhada de préserver l'indépendance, la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale et populaire de l'Algérie, outre leur protection contre les différents fléaux et leurs impacts».

Le Président de la République s'est, par ailleurs, engagé à «la prise en charge des revendications des retraités de l'ANP et des invalides de la tragédie nationale pour clore ce dossier définitivement».

L'ANP a épargné au pays les affres de l'effondrement de l'Etat national

Saluant le Commandement et chaque soldat, sous-

officier et officier de la glorieuse Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), le Président de la République a ajouté, à leur adresse, «vous avez épargné au pays les affres de l'effondrement de l'Etat national et d'un retour à la tragédie des années 1990, comme l'avaient planifié les forces du mal et du chaos».

«Vous avez protégé le peuple algérien lors de ses marches éminemment civilisées dans son Hirak béni, qui a provoqué la chute de la bande qui a fait sombrer le pays dans la déliquescence et la médiocrité et confisqué la volonté du peuple et les richesses dont Dieu l'a gratifié», a-t-il encore dit. Se félicitant de «la communion totale avec le peuple», il a affirmé que «ceci a permis de mener notre chère patrie à bon port, à travers une élection libre et régulière sous le slogan populaire «Djeich, chaâb khaoua khaoua» (Armée et peuple sont frères)».

«Vous êtes les défenseurs de la patrie», a encore dit le Président de la République aux éléments de l'ANP après leur avoir adressé ses remerciements pour «cette réalisation nationale constitutionnelle démocratique novembriste».

Le Président Tebboune a tenu à cette occasion à saluer «les soldats, sous-officiers et officiers stationnés aux frontières», soulignant qu'«ils font face à des périls que seuls des hommes braves et intrépides peuvent endurer, afin de préserver notre chère patrie et de protéger son intégrité territoriale, en fidélité au serment fait aux valeureux martyrs et vaillants moudjahidine».

GÉNÉRAL-MAJOR GHENGRICHA : Détermination de l'ANP à soutenir les démarches du Président Tebboune en faveur du développement du pays

Le chef d'Etat major de l'Armée nationale populaire (ANP) par intérim, le Général-major Saïd Chengriha a mis en avant, mardi à Alger, la détermination de l'ANP à soutenir et appuyer les «nobles démarches» du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune en faveur du «développement du pays dans tous les domaines».

Dans son allocution devant le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de sa visite au siège du ministère de la Défense nationale (MDN), le Général-major Chengriha a déclaré: «nous vous assurons de notre entière détermination à soutenir et appuyer vos nobles démarches pour le développement du pays dans tous les domaines et sur tous les plans, en concrétisation des ambitions et aspirations légitimes de notre vaillant peuple».

«Nous ne ménagerons aucun effort pour permettre à notre chère patrie d'atteindre ses objectifs escomptés et recouvrer sa place privilégiée et méritée au double plan régional et international», a ajouté le chef d'Etat major de l'ANP par intérim, assurant «vous nous trouverez toujours à vos côtés pour la réalisation de ces nobles objectifs».

S'adressant au Président Tebboune dans son allocution de bienvenue, en son nom personnel et au nom de l'ensemble du personnel de l'ANP parmi les officiers, sous-officiers, hommes de troupe et personnels militaires, le Général-major Chengriha a dit «nous vous souhaitons plein succès dans vos nobles missions, Priant Dieu, Tout-puissant, de guider vos pas et de vous assister dans la gestion des affaires du pays, et de gratifier, en cette nouvelle ère, l'Algérie de plus de sécurité, de paix et de stabilité et des facteurs de croissance et de prospérité, et notre peuple de la pérennité des liens de fraternité et d'unité».

A cette occasion, il a rendu hommage au Président de la République pour «sa réussite à créer une nouvelle dynamique dans le pays, qui a fait renaitre l'espoir dans l'esprit des Algériens et contribué à consolider leur confiance en les institutions de leur Etat et en la capacité de ces dernières à concrétiser leurs aspirations légitimes à la faveur des nombreux et prometteurs chantiers ouverts, en l'espace d'une courte période, au double plan interne et externe».

Au plan international, le Général-major Chengriha a rappelé que «l'Algérie a pu recouvrer son rôle avant-gardiste dans la région grâce à vos efforts diplomatiques soutenus, en s'imposant en tant qu'acteur régional central et incontournable dans les démarches de règlement des différents conflits régionaux».

Au niveau interne, «vous avez réussi à apaiser les esprits et rassurer toutes les franges du peuple, en adoptant la voie du dialogue et de la consultation des personnalités nationales, des partis, des associations, de la société civile et des différents médias», a-t-il poursuivi.

Le Général-major Chengriha a réitéré, dans ce contexte que «l'ANP digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN) demeurera, en tant qu'Armée républicaine, entièrement disposée à s'acquitter, à tout moment, de ses missions constitutionnelles, consistant à veiller à la sauvegarde de l'indépendance nationale et la défense de la souveraineté nationale, de l'unité du pays et de son intégrité territoriale, comme stipulé dans l'article 28 de la Constitution, accomplissant ainsi seulement son devoir sacré et ses missions nobles». «Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que l'ANP demeure à jamais une Armée unifiée, une Armée pleinement engagée quant à ses nobles missions, une Armée attachée à sa doctrine de travailler dans le silence avec sagesse et clairvoyance», a-t-il encore soutenu mettant en avant «son attachement ferme à ancrer ses nobles valeurs dans l'esprit de ses enfants». Soulignant «la disponibilité opérationnelle permanente de l'Armée nationale populaire, sous la direction du Président de la République, Chef suprême des forces armées et ministre de la Défense nationale pour relever tous les défis et faire face à quiconque osera porter atteinte à notre intégrité territoriale et à la sécurité et la stabilité de notre pays», le Général-major Saïd Chengriha a réitéré que «l'ANP, digne héritière de l'ALN demeurera le bouclier et le rempart contre lequel échoueront toutes les tentatives hostiles, conformément au serment fait aux valeureux Chouhada».

RÉVISION DE LA CONSTITUTION:

Les travaux du Comité d'experts ont atteint un «stade avancé»

Les travaux du Comité d'experts chargé de formuler des propositions sur la révision de la Constitution ont atteint un «stade avancé», a indiqué hier à Alger, Mohamed Laagab, chargé de mission à la présidence de la République.

S'exprimant en marge d'une visite guidée organisée au siège de la présidence de la République au profit de la presse nationale, conviée pour s'informer sur «l'avancement des travaux» du Comité, M. Laagab a précisé que cette visite «s'inscrit aussi dans le cadre de l'instauration d'une tradition en matière de communication entre la présidence de la République et les différents médias, l'objectif étant d'informer de manière régulière l'opinion publique».

Il a précisé, dans le même cadre, que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, insiste sur le respect de l'agenda arrêté pour la révision de la Constitution, rappelant que le Comité d'experts, présidé par M. Ahmed Laraba, a été installé le 8 janvier 2020 et réparti en sept groupes de travail, conformément aux sept axes contenus dans la

lettre de mission adressée par le chef de l'Etat au Comité. Selon M. Laagab, les sept groupes «ont achevé l'élaboration des propositions de révision du texte fondamental et ont entamé hier l'opération d'enrichissement des propositions en vue de leur finalisation». Il a rappelé que «dès la fin de cette période de réflexion et de propositions, limitée à deux mois, le Comité d'experts élaborera une première mouture qui sera soumise dans un délai d'un mois au président de la République puis à la société civile, aux partis politiques et aux médias pour «enrichissements». Par la suite, cette mouture «sera soumise de nouveau au Comité des experts, lequel portera les amendements et les modifications proposés avant de la soumettre au parlement, a-t-il encore expliqué. M. Laagab a précisé que le chef de l'Etat a ordonné de soumettre la mouture de révision de la Constitution au Parlement, pour la débattre en séances plénières qui seront retransmises en direct à la Télévision nationale, «dans le but de permettre aux citoyens de s'informer du contenu

des propositions formulées avant de s'exprimer à l'occasion d'un référendum». Il a rappelé que l'objectif d'amender la Constitution «s'inscrit dans le cadre des engagements pris par du Président Tebboune afin de parvenir à une stabilité constitutionnelle et institutionnelle» et élaborer par la même une Constitution consensuelle. Pour rappel, le président de la République avait tracé, dans une lettre de mission adressée à M. Laraba, sept axes de propositions et recommandations autour desquels le Comité doit mener sa réflexion. Ces axes concernent «le renforcement des droits et libertés des citoyens», «la moralisation de la vie publique et de la lutte contre la corruption», «la consolidation de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs», «le renforcement du pouvoir de contrôle du Parlement», «la consolidation de l'indépendance du pouvoir judiciaire», «la consolidation de l'égalité des citoyens devant la loi» et «la consécration constitutionnelle des mécanismes d'organisation des élections».

APS

ALGÉRIE-ONU

Fenniche: «la promotion de la culture constitutionnelle, axe de collaboration avec le PNUD en 2020»

Le président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche a souhaité, mardi, que la collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en 2020 soit fructueuse d'autant qu'elle portera sur la diffusion de la culture constitutionnelle dans la société.

«Le PNUD nous accompagne à travers une série d'actions hautement positives et nous souhaitons que le programme de coopération qui nous lie en 2020 soit fructueux, d'autant que nous comptons focaliser sur la diffusion de la culture constitutionnelle dans la société», a-t-il déclaré à l'ouverture d'un workshop sur «l'exception d'inconstitutionnalité: études des modalités d'application» au siège du Conseil constitutionnel en collaboration avec le PNUD au profit des membres et cadres du Conseil.

A ce propos, M. Fenniche a salué les efforts du PNUD en tant que partenaire de l'Algérie dans l'application du projet «Constitution au service du citoyen», dans le cadre des objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

Evouquant ce workshop, M. Fenniche a indiqué qu'il s'inscrit dans le cadre de la série de rencontres tenues en 2019 sur le mécanisme de l'exception d'inconstitutionnalité dans tous ses volets, appelant les cadres et fonctionnaires du Conseil à en tirer bénéfice en tant que session de formation pratique grâce aux expériences pionnières qui seront abordées par des professeurs et des spécialistes.

Pour sa part, la Représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Blerta Aliko a estimé que cet atelier permettra de comprendre la mécanique d'exception d'inconstitutionnalité, la relation entre les différents intervenants et acteurs et ses modalités d'application, soulignant la poursuite de la coopération entre le Programme onusien et le Conseil constitutionnel à travers l'organisation de ce genre d'ateliers, qui constituent un espace de concertation et de dialogue, pour aboutir aux mécanismes d'application appropriés et tirer profit des expériences.

Cette rencontre est à même de contribuer à donner au citoyen confiance en la justice et lui permettre de participer à la vie publique.

Il s'agit également de renforcer l'efficacité du Conseil constitutionnel, de favoriser l'accès de tout citoyen à la justice et, partant, d'établir de sociétés pacifiques où nul n'est marginalisé, a-t-elle ajouté.

L'article 188 de la Constitution amendée en 2016 stipule, que «le Conseil constitutionnel peut être saisi d'une exception d'inconstitutionnalité sur renvoi de la Cour suprême ou du Conseil d'Etat, lorsque l'une des parties au procès soutient devant une juridiction que la disposition législative dont dépend l'issue du litige porte atteinte aux droits et libertés garantis par la Constitution».

Depuis son entrée en vigueur, le Conseil constitutionnel a tranché deux affaires, tandis qu'une troisième est en cours d'examen, a fait savoir M. Fenniche.

Lors des travaux de ce workshop, le professeur en droit constitutionnel à l'université de Paris 1, Dominique Rousseau a exposé l'expérience française en matière de mécanisme d'exception d'inconstitutionnalité qui a révolutionné le secteur de la Justice en France même si ce dernier a pris plus de temps par rapport à certains pays européens.

Il a expliqué, dans ce sens, que la loi adoptée n'exprime la volonté générale que si elle est respectueuse de la Constitution et que partant l'exception d'inconstitutionnalité «est le mécanisme permettant de contrôler les lois, de garantir leur application et leur respect des libertés et des droits énoncés dans la Constitution».

Evouquant le problème de la perte de temps pour prouver la pertinence de l'exception d'inconstitutionnalité entre plusieurs juridictions, le Pr. Rousseau a préconisé la création d'une chambre au niveau du Conseil Constitutionnel chargée de l'examen de ce type d'affaires, d'autant que ce mécanisme a servi de tournant décisif dans la compréhension du droit et apporté un changement dans l'exercice du métier d'avocat. Pour rappel, la convention entre le Conseil Constitutionnel et le PNUD sur le projet intitulé «la Constitution au service du citoyen», qui s'étend jusqu'en 2021, vise à fournir un appui au Conseil Constitutionnel dans la mise en oeuvre du mécanisme d'exception d'inconstitutionnalité approuvé par l'amendement constitutionnel du 7 mars 2016 à travers des activités ayant pour objectif d'accroître l'efficacité du rendement du Conseil Constitutionnel par l'appui des capacités humaines et techniques et le renforcement des échanges concernant les bonnes pratiques et les méthodes adoptées dans l'examen des exceptions.

ALGÉRIE - OCI

Chenine réitère la volonté du Parlement algérien de contribuer efficacement à l'action parlementaire commune des Etats membres de l'OCI

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine, a réitéré hier à Ouagadougou la volonté du Parlement Algérien à contribuer de «manière efficace» à l'action parlementaire commune des Etats membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) visant à développer la coopération et la solidarité entre les peuples.

«Permettez-moi de réitérer la volonté du Parlement Algérien de contribuer de manière efficace à l'action parlementaire commune visant à développer la coopération entre nos Etats et la solidarité entre nos peuples, à promouvoir l'interaction bilatérale parlementaire, à concrétiser notre aspiration, à nous tous, de vivre dans un monde où règnent paix et sécurité», a déclaré M. Chenine lors de la 15^e Conférence de l'Union des Assemblées des Etats Membres de l'OCI qui se tient dans la capitale du Burkina Faso.

Il a ajouté que «la diplomatie parlementaire constitue un outil réel et efficace pour promouvoir l'interaction entre les institutions législatives de nos Etats, dans le cadre des Unions parlementaires régionales et internationales», soulignant, à cet égard que «nous disposons ainsi d'un outil très précieux, qui nous permet de défendre nos causes justes et légitimes, à leur tête la Cause palestinienne, d'exprimer notre rejet de toute ingérence étrangère dans nos affaires intérieures, de défendre nos symboles religieux et lieux-saints, de protéger les minorités musulmanes opprimées à travers le monde».

M. Chenine a souligné, dans cette optique, la nécessité pour les parlements des pays islamiques, de participer aux grands débats autour des défis auxquels l'humanité est confrontée, tels que la pauvreté, la famine, les épidémies, les catastrophes naturelles, le terrorisme et la sécurité régionale et internationale. «Il conviendrait également de contribuer à la promotion du potentiel commun en matière de technologies de l'information et de la communication», a-t-il ajouté.

Il a relevé que les travaux de cette Conférence «se tiennent dans une conjoncture cruciale, caractérisée par nombre de conflits internes que connaissent plusieurs pays islamiques, par l'accroissement des ingérences étrangères, directes ou indirectes, et par l'aggravation de la menace terroriste et les crimes y afférents». Il a, dans ce contexte, averti que le flux des milliers de terroristes étrangers revenant des zones de conflit au Moyen-Orient vers l'Afrique et l'extrême Orient «pourrait accentuer les crises sécuritaires dans la Corne de l'Afrique et du Sahel», soulignant que ce fléau «risque fortement de s'étendre à travers l'Afrique de l'Ouest jusqu'au Golfe de Guinée». Il a, par ailleurs déploré les «toutes sortes d'exaction, de violation, de persécution systématique, de ségrégation, de déplacement forcé et de déportation» que subissent les minorités musulmanes à cause de leur appartenance religieuse et ethnique. M. Chenine a saisi également



cette occasion pour «condamner fermement» l'attaque terroriste qui a ciblé le peuple burkinabé auquel «nous exprimons notre solidarité la plus absolue», a-t-il dit.

L'Algérie connaît des mutations politiques profondes

En ce qui concerne la situation en Algérie, M. Chenine a indiqué que le pays «connaît des mutations politiques profondes après plus de dix mois du mouvement de protestation pacifique (Hirak) qui a impressionné le monde de par la logique constructive des manifestants, leur revendications démocratiques, leur maturité politique et leur civisme». Il a ajouté que le rôle de l'Armée Nationale Populaire était «déterminant» dans l'accompagnement du Hirak et la préservation de son caractère pacifique, dans le cadre de la Constitution, en veillant au bon fonctionnement des institutions de l'Etat et à la sécurité des citoyens pour qu'aucune goutte de sang ne soit versée.

Le président de l'APN a rappelé que «cet accompagnement s'est traduit par un processus de dialogue qui a abouti à l'organisation, le 12 décembre 2019, des élections présidentielles libres, intègres et transparentes», notant que «ce scrutin constitue un précédent et une référence dans notre histoire politique, car il permet de jeter de solides bases pour l'édification d'un régime républicain fondé sur la légitimité citoyenne». «Ces élections ont abouti à un nouveau contexte politique qui a permis au Président de la République, démocratiquement élu, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, de lancer des réformes profondes, axées sur la réorganisation du système politique, à travers une révision profonde de la Constitution et du dispositif législatif, aux fins de garantir les droits des citoyens, d'aider à affermir la stabilité de l'Etat et de promouvoir la performance des Institutions», a-t-il dit.

«Ces réformes, a-t-il poursuivi, serviront, assurément, l'intérêt général et permettront aux citoyens de bénéficier des retombées du développement humain global, basé sur la distribution équitable des ressources et l'égalité

des chances».

M. Chenine a fait savoir que les élections présidentielles du 12 décembre dernier, «et ce qu'elles ont généré comme légitimité démocratique, ont redonné un nouveau souffle à la diplomatie algérienne, soumise à des règles strictes, tel que le respect de la souveraineté, la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, le règlement pacifique des conflits, la politique de bon voisinage, la solidarité humanitaire et le respect de la légalité internationale, notamment le respect du droit des peuples à l'autodétermination, loin de toute manœuvre ou manipulation».

Concernant la crise en Libye, il a affirmé que l'Algérie «travaille d'arrache-pied pour accompagner les parties libyennes en vue d'engager un dialogue national inclusif visant à mettre fin à la crise actuelle et à l'effusion de sang, à préserver l'unité du peuple libyen et à garantir son droit à vivre dans la sécurité, la stabilité et la prospérité».

Evouquant la cause palestinienne, le président de l'APN a rappelé que le peuple palestinien «continue de subir les actes de violence, l'oppression et la tyrannie de l'entité sioniste raciste, sans aucun respect des dispositions du Droit international».

A ce propos, M. Chenine a indiqué que l'occupation sioniste poursuit sa politique de peuplement et d'expansion, au détriment des territoires et des frontières de la Palestine, et poursuit également ses tentatives d'altérer le statut juridique, spirituel et historique d'El-Qods Al-Charif, profitant ainsi de la complicité flagrante de certaines grandes puissances et de leurs alliés».

Il a relevé que «cette situation entrave tout règlement du conflit, à même de garantir le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à la création d'un Etat indépendant dans les frontières du 4 Juin 1967 avec El-Qods Al-Charif pour Capitale, cette ville sainte faisant l'objet de tentatives odieuses visant à la vider de son identité islamique».

M. Chenine a ajouté qu'«en dépit des atteintes répétées à la sainte Mosquée et l'interdiction faites aux croyants d'y effectuer leurs prières, en violation manifeste de la liberté

du culte garantie par les lois divines et par le Droit international garantissant la liberté de culte, l'entité sioniste ne réussira en aucun cas à répandre la terreur et la peur parmi les musulmans. Nous ne renoncrons jamais à notre revendication du droit au retour des réfugiés».

«Les principes et préceptes islamiques, la conscience humanitaire et le destin commun, sont autant de facteurs qui nous incitent à appeler nos frères palestiniens à s'unir et à resserrer leurs rangs, en plaçant l'intérêt suprême du peuple palestinien au-dessus de toute considération, et ce, afin de sceller une réconciliation historique entre toutes les factions palestiniennes», a-t-il affirmé.

Pour M. Chenine, cette réconciliation «permettra, sans aucun doute, de faire face à l'occupation en mobilisant tous les moyens juridiques et politiques légitimes, et de faire échouer les complots sionistes visant à enterrer la cause palestinienne, qui est le ciment unificateur de tous les musulmans».

«Il est également de notre devoir, en tant que peuples et Etats islamiques, de renforcer notre solidarité vis-à-vis de nos frères palestiniens sans discrimination aucune, de nous mobiliser pour les protéger contre les actes barbares de l'occupation et sa politique expansionniste et génocidaire».

En outre, nous devons défendre la Cause palestinienne ainsi que les symboles religieux et civilisationnels du peuple palestinien au sein de toutes les Unions parlementaires, tant régionales qu'internationales, et également à travers nos activités parlementaires bilatérales», a-t-il dit. Il a indiqué que l'Algérie, qui a arraché son indépendance au prix de grands sacrifices et suite à une épopée révolutionnaire unique dans l'histoire de l'humanité, réaffirme son soutien indéfectible à la Cause palestinienne», soulignant que «par conséquent, l'Algérie appuie tout processus crédible à même d'aboutir à l'instauration d'un Etat palestinien souverain avec El-Qods Al-Charif pour capitale».

Nous demeurerons, en tant que parlementaires algériens, constamment mobilisés pour la défense des droits légitimes des palestiniens jusqu'à la libération de la Palestine et d'El-Qods».

«Aussi, et en s'inspirant du slogan de cette Conférence «La jeunesse: Avenir de l'Union», nous rappelons, du haut de cette tribune, la nécessité de transmettre aux jeunes générations musulmanes l'attachement à la Cause palestinienne et l'esprit de la résistance afin de libérer la Palestine en refusant toute concession quant à la création d'un Etat palestinien», a-t-il conclu.

ENERGIE

Arkab: «L'Algérie réalisera le développement durable grâce au Programme de transition énergétique»

Le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, a indiqué hier à Alger que le Programme de transition énergétique prévu dans le Plan d'action du Gouvernement permettra à l'Algérie de réaliser le développement durable.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une Journée d'information sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives et des équipements associés, organisée par le Commissariat à l'Énergie Atomique (COMENA), M. Arkab a précisé que «le plan d'action de son secteur aura des objectifs clairs en matière de transition énergétique sous toutes ses formes avec la consolidation des acquis nationaux en termes de production d'hydrocarbures

(gaz et pétrole), des ressources qui permettent à notre pays d'améliorer ses recettes en devises et de réaliser le développement durable». Le ministre a, dans ce cadre, fait état de la présentation dans les prochains jours du Plan d'action du Gouvernement qui «concrétisera le Programme du Président de la République dans tous les domaines, notamment en matière d'énergie avec l'in-



tensification de l'usage des énergies renouvelables». Concernant la mise à contribution des experts algériens, établis en Algérie ou à l'étranger, M. Arkab a fait savoir que sur instruction du Président de la République, le ministère de l'Énergie a établi des contacts avec plusieurs experts dans tous les domaines énergétiques, y compris l'énergie atomique.

A cet effet, il a précisé que

la consultation de ces experts permettra de maîtriser les nouvelles technologies utilisées dans les domaines de l'énergie et d'élaborer une feuille de route à adopter pour le développement du secteur, indiquant que la première rencontre avec un expert algérien est prévue jeudi prochain au siège du ministère de l'Énergie.

Pour ce qui est de l'exploitation du gaz de schiste,

le ministre a indiqué que «l'explication apportée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune à ce propos (gaz de schiste) était claire et nous veillons à appliquer le Programme du Président». Evoquant ces sujets lors de l'entrevue accordée aux médias la semaine dernière, le Président de la République avait déclaré que les expériences liées à l'exploitation de ce gaz seront évaluées «calmement», en impliquant les spécialistes.

Toutes les franges du peuple doivent savoir qu'il s'agit d'une richesse enfouie qui doit être exploitée, avait souligné le Président de la République. «L'Algérie est considérée comme la deuxième ou troisième en réserves mondiales de gaz de schiste.

Nous n'exportons pas de produits agricoles ni industriels... la porte est ouverte à l'exploitation de ce gaz et nous ouvrirons le débat avec les milieux influents».

ALGÉRIE - FRANCE

M. Zitouni exhorte les jeunes à l'unité pour faire avancer l'Algérie

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Tayeb Zitouni, a exhorté, mardi à Alger, les jeunes «à l'unité et à l'adhésion autour de la direction du pays à travers l'intensification des efforts en vue de remporter les enjeux et faire avancer l'Algérie en consécration du serment fait aux Chouhada et Moudjahidine». La célébration des anniversaires historiques se veut «une leçon permanente pour la préservation de notre Patrie et la construction d'une réalité à même de hisser notre pays au niveau civilisationnel rêvé par nos valeureux Chouhada», a déclaré M. Zitouni lors d'une conférence à l'occasion du 63e anniversaire de la grève des 8 jours (du 28 janvier au 4 février 1957), en présence du ministre du Commerce, Kamel Rezig et du Secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Hazab Ben Chahra.

Cet objectif, a-t-il estimé «requiert de nos enfants l'unité des rangs, l'adhésion autour la direction de notre pays, la loyauté dans l'accomplissement du devoir dans le cadre de l'entraide et la solidarité, et l'intensification des efforts». Pour M. Zitouni, la grève historique des huit jours, est un anniversaire qui re-

vigore le sens du patriotisme et une opportunité de se recueillir à la mémoire des valeureux chouhada dont le sang a été le gage de fidélité à cette chère Patrie. C'est également l'occasion de leur renouveler le serment de rester sur leur voie dans la défense des valeurs pour lesquelles ils se sont sacrifiés.

Qualifiant cette grève d'«épopée historique», M. Zitouni a mis en avant «la clairvoyance et la parfaite coordination caractérisant le Commandement de la Révolution nationale, en décidant de déclencher le 28 janvier 1957, date de la tenue de la session de l'Assemblée générale de l'ONU, d'une grève nationale générale de 8 jours, qui avait eu d'importants résultats aux plans diplomatique, médiatique et local». En outre, cette grève «a démontré, avec preuves et arguments, la cohésion consacrée par le génie du peuple algérien, ainsi que sa détermination à recouvrer l'indépendance par toutes les voies de lutte qui lui ont permis de se libérer du joug colonial». Par ailleurs, le ministre des Moudjahidine a insisté sur «l'impératif de poursuivre l'écriture de l'histoire nationale, que nous devons préserver, faire connaître toutes ses dimensions,

et le documenter à travers les études des chercheurs, enseignants, historiens et étudiants en soutien aux efforts consentis par notre secteur pour la préservation de la mémoire de la Nation et sa transmission aux générations montantes». Intervenant à son tour, M. Rezig a estimé que la grève des 8 jours constitue l'une des grandes haltes de l'histoire de la lutte contre la colonisation ignoble, ajoutant que «par le suivi du mot d'ordre, le peuple algérien a réaffirmé son unité et son adhésion autour de sa Révolution offrant ainsi aux médias du monde la possibilité de découvrir l'image réelle de la colonisation française, et partant transmettre la vérité à l'opinion publique internationale.

Dans une déclaration à la presse en marge de la conférence, le ministre des Moudjahidine a réaffirmé que «l'Algérie est liée à la partie française par de lourds dossiers relatifs à la mémoire nationale, à l'instar de la récupération des archives nationales et des cranes de chouhada et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires, d'où la nécessité d'une volonté sincère permettant un règlement réel de ces dossiers pour l'établissement de relations normales», a-t-il soutenu.

UNIVERSITÉS : COLLOQUE DE BISKRA

Informatiser pour atteindre les normes de qualité

Les participants au 1er colloque national sur «la qualité dans les établissements de l'enseignement supérieur en Algérie», ouvert mardi à l'université de Biskra ont considéré que l'informatisation et la numérisation constituent «un pas important pour permettre à l'université algérienne de se hisser aux normes de qualité requises». Intervenant au cours de cette rencontre initiée par la Faculté des sciences économiques et commerciales et des sciences de la gestion, Dr. Hassan Hami de l'université de Sétif a estimé que «l'adoption de la qualité implique d'aspirer à évoluer à tous les niveaux de l'enseignement et de la recherche universitaires et la compétitivité avec les autres universités dans les domaines des publications, des brevets d'invention et du classement mondial». Il a également souligné que la numérisation représente un impératif que l'administration a déjà commencé à appliquer depuis deux décennies à travers les plateformes

numériques relatives au parcours pédagogique des étudiants et à l'inscription des projets de recherches. De son côté, Dr. Wahiba Gharbi de l'université de Biskra a souligné que «le souci d'atteindre la qualité au sein des institutions du supérieur algériennes pour les hisser au niveau des universités internationales représente le défi futur à relever pour intégrer les normes de qualité». Pour atteindre cet objectif, toutes les parties du processus pédagogique à savoir l'enseignant, l'étudiant, l'administration et les concepteurs des programmes doivent assumer pleinement leurs tâches respectives, a affirmé Dr. Gharbi. Dr. Selma Boukebouse de l'université d'Oum El Bouaghi a affirmé que la responsabilité du recul des universités algériennes dans le classement mondial des universités incombe, relevant que l'amélioration de ce classement n'est pas un but en soi mais plutôt la qualité effective de l'enseignement universitaire.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Rupture de certains services de communications électroniques: les précisions de l'ARPCE

L'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE) a apporté, hier, des précisions suite à des informations faisant état d'une rupture de certains services de communications électroniques.

Afin de se conformer à la législation et à la réglementation en vigueur en terme d'utilisation de liaisons radioélectriques, l'Autorité de régulation rappelle avoir «amendé en 2017 le cahier des charges régissant l'activité de fourniture de service d'accès internet (FAI)», précisant que ce cahier des charges amendé «a été signé par des opérateurs fournisseurs de service d'accès internet, dont l'opérateur ICOSNET». Lors de l'examen des demandes de renouvellement d'autorisation de fourniture d'accès internet formulées par les différents opérateurs, l'ARPCE a procédé à la «mise en conformité des dites autorisations aux nouvelles dispositions réglementaires», ajoute la même source. A ce titre, l'Autorité affirme avoir «subordonné le renouvellement des autorisations au basculement des liaisons radioélectriques sur des supports filaires conformément au cahier des charges précité». Dans ce cadre, «l'opérateur ICOSNET, titulaire d'une autorisation FAI a été invité à se conformer aux dispositions en vigueur et un délai de trois (3) mois lui a été accordé à compter du 29 octobre 2019. Il a été invité également, dans un souci de continuité de service, à informer ses clients de cette nouvelle situation et à se rapprocher de l'opérateur légalement habilité à fournir ce type de connexion», ajoute l'ARPCE, rappelant que «l'établissement de réseaux, y compris radioélectriques, relève du régime de la licence conformément à la législation en vigueur». Enfin, «les clients ayant fait l'objet de déconnexion sont informés qu'ils peuvent se rapprocher des opérateurs dont la liste est disponible sur le site de l'Autorité de régulation (www.arpcce.dz) ou de soumettre directement une demande auprès de l'autorité à l'adresse électronique services@arpcce.dz, ou par tout autre moyen, afin de permettre à ses services habilités de les accompagner dans leurs démarches», conclut le communiqué.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Nécessaire révision des statuts particuliers des enseignants universitaires

La Fédération nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a affirmé mardi la nécessité de réviser les statuts particuliers des enseignants chercheurs, des chercheurs permanents et du personnel de soutien à la recherche. Dans un communiqué rendu public au terme de la réunion de ses sections syndicales dans la wilaya de Tlemcen, la Fédération a souligné l'impératif

«d'améliorer la grille des salaires, à travers la création de mécanismes appropriés, dont la réduction de l'impôt sur le revenu, exprimant «sa détermination à suivre ce dossier et à soulever des propositions détaillées à même d'aboutir à un règlement satisfaisant». Présidée par le secrétaire général Messaoud Amarna, la Fédération a appelé «à la révision des statuts particuliers de l'Université et de son organigramme, et au classement de ses laboratoires de recherche, et à la motivation de leurs directeurs, chefs d'unités et membres en leur octroyant des primes». Concernant le logement, la Fédération estime qu'il est désormais nécessaire d'examiner, avec davantage d'intérêt et de sérieux, le dossier du logement pour les enseignants universitaires et les chercheurs permanents, qu'il s'agisse des logements de fonction déjà accordés ou de l'activation de la convention signée entre les ministères de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique et de l'Habitat relative au prêt de logements en faveur des enseignants et à l'accès des enseignants et chercheurs permanents aux différentes formules de logements disponibles». Il est également question d'examiner le problème de retard accusé dans la réalisation des projets, ou les projets à l'arrêt, à l'instar du quota de 650 logements destinés aux enseignants de la cité universitaire de la wilaya d'Alger». Les commissions de la Fédération procéderont, dans les prochains jours, à la constitution du dossier définitif sur les questions précitées en vue de le soumettre au ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, avec le dépôt d'une copie à la Centrale syndicale, a-t-on précisé.

La Fédération nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique tiendra prochainement, au Centre de recherche en anthropologie sociale (CRASC) à Oran, une Conférence nationale consacrée au dossier des statuts particuliers des enseignants chercheurs, des maîtres-assistants hospitalo-universitaires, des chercheurs permanents et du personnel de soutien à la recherche, indique la même source, affirmant que l'atelier demeurera ouvert sur toutes les questions constructives sur les plan socio-professionnel, institutionnel et de développement.

UNIVERSITÉ D'ORAN-1 Nouvelle licence professionnalisante en «agriculture de précision»

Un nouveau parcours professionnalisant débouchant sur une licence en «agriculture de précision» est en élaboration à l'université d'Oran-1 «Ahmed Benbella», a annoncé hier le vice-recteur de cet établissement, Pr Smaïn Balaska.

Lors d'une journée scientifique dédiée à l'agriculture intelligente (smart farming), M. Balaska a indiqué que la nouvelle offre de formation sera proposée aux bacheliers dès la prochaine rentrée universitaire 2020/2021, expliquant que le cursus à venir sera notamment axé sur l'utilisation des systèmes d'information géographique (SIG).

«Le recours aux SIG a pour but de recueillir et traiter toutes les données qui ont une influence sur la production, dont celles relatives à la météorologie et à la qualité des sols, à l'effet d'optimiser le rendement des exploitations agricoles», a souligné Pr Balaska.

La création de la licence en agriculture de précision intervient, a-t-il signalé, dans le cadre du programme international de coopération universitaire «Erasmus +» consacré au renforcement des capacités des établissements d'enseignement supérieur.

L'université d'Oran-1 figure parmi les cinq établissements algériens partenaires de ce programme, les quatre autres étant l'École nationale supérieure agronomique d'Alger (ENSA) et les Universités de Mostaganem, Tiaret et Sidi Bel-Abbès. La rencontre scientifique sur l'agriculture intelligente a réuni de nombreux enseignants-chercheurs venus de différentes universités du pays et de l'étranger dans le but de «promouvoir l'émergence d'idées innovantes», a fait valoir le co-président du comité d'organisation, Pr Abdelkader Bekki.

«La fragilité des ressources naturelles impose d'adopter de nouvelles méthodes qui prennent en compte des paramètres scientifiques et techniques permettant de rentabiliser les surfaces cultivées tout en préservant l'environnement et l'équilibre des écosystèmes», a soutenu Pr Bekki. Cette rencontre est organisée par deux Laboratoires de recherche de l'université d'Oran-1 spécialisés dans la Biotechnologie des rhizobiums et amélioration des plantes (LBRAP) et les Architectures parallèles, embarquées et du calcul intensif (LAPECI), avec le soutien de la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DG-RSDT).

BORDJ BOU-ARRERIDJ Près de 40% des salariés de Condor Electronics mis prochainement en chômage technique

Près de 40% des salariés de l'entreprise «Condor Electronics» seront réduits au chômage technique «prochainement» en raison de «problèmes significatifs» auxquels fait face cette entité implantée dans la zone industrielle de Bordj Bou Arreridj, a-t-on appris mardi auprès de l'administration de cette société économique. Cette mesure devrait concerner près de 1000 employés de différentes unités de l'entreprise, comme celles de montage de téléphones mobiles et d'articles électroménagers, a-t-on précisé. «Cette décision est imposée par les problèmes significatifs que rencontre l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en matière première et les retards de délivrance des licences d'importation», a expliqué l'administration de l'entreprise, avant de faire état du licenciement récent de près de 2400 employés ayant un contrat à durée déterminée. Dans ce contexte et sur fond de crise, plusieurs centaines de salariés de cette entreprise, filiale du Groupe Benhamadi, ont observé un sit-in devant la direction des ressources humaines dans la zone industrielle de Bordj Bou Arreridj.

Les représentants des protestataires ont fait part à l'APS de leur préoccupation à l'égard de cette mesure, affirmant qu'ils «veulent des explications quant à leur avenir». Un représentant de l'administration a indiqué, à cet effet, que des «négociations avec les représentants des employés sur les mécanismes d'application de la mise en chômage technique conformément aux lois dictées par le code du travail ont été engagées», assurant que Condor Electronics «compte bien surmonter la situation actuelle dans les plus brefs délais». Pour rappel, Condor Electronics emploie actuellement quelque 6 500 personnes.

EL-OUED Plus de 300 tonnes de pommes de terre seront exportées vers l'Espagne durant le 1^{er} trimestre

Plus de 300 tonnes de pommes de terre seront exportées de la wilaya d'El-Oued vers l'Espagne, via le port d'Alger, durant le premier trimestre de cette année, a-t-on appris hier de la Chambre de l'Agriculture de la wilaya.

Ces expéditions seront acheminées depuis Hassi-Khelifa (30 km Est d'El-Oued) vers le port d'Alger par voie terrestre, à travers une dizaine de conteneurs, a précisé Tahar Laâbidi, investisseur et membre du Conseil d'administration de la Chambre de l'Agriculture.

Elles interviennent dans le cadre d'un programme arrêté par la coopérative agricole de la daïra de Hassi-Khelifa, visant à développer les exportations de produits agricoles, à ouvrir aux produits locaux des marchés extérieurs et contribuer à la diversification de l'Economie nationale, et à apporter une solution à la problématique des surplus de production de la pomme de terre, a-t-il expliqué.

L'opération d'exportation, à la faveur d'une convention avec le partenaire étranger, a été entamée au début de ce mois de janvier et devra se poursuivre jusqu'à la fin mars prochain, une période marquée par une abondance de l'offre de la pomme de terre.

Plus de 27 tonnes de pommes de terre sont acheminées chaque semaine, depuis le lancement de l'initiative en début du mois, et ce dans les conditions contractuelles prévues avec le partenaire espagnole, a affirmé M. Laâbidi qui supervise cette opéra-



tion d'exportation. L'opération pourrait toucher à l'avenir d'autres opérateurs économiques de pays maghrébains, arabes et européens, a-t-il ajouté.

De plus, a-t-il révélé, la coopérative agricole précitée, en coordination avec la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'El-Oued, travaille sur un programme d'exportation d'autres variétés de fruits et légumes, notamment les primeurs, qui connaissent une large production dans la wilaya d'El-Oued, à l'instar de l'ail, le melon, la pastèque et autres produits saisonniers. Pour assurer l'exportation

de produits répondant aux normes (qualité et calibrage), des efforts sont entrepris dans le cadre de la mobilisation d'une main d'œuvre qualifiée et de la mise en place d'équipes de travail en mesure de satisfaire les exigences de l'opérateur étranger. La wilaya d'El-Oued connaît cette saison (2019/2020) une abondante production de pommes de terre, avec une prévision de récolte de plus de 8,5 millions de quintaux, et s'oriente vers l'exportation comme l'un des mécanismes pour répondre aux préoccupations des agriculteurs.

TRANSPORT MARITIME

Le navire Saoura retardé au port polonais de Gdansk après un contrôle de certificats

Le navire «Saoura», appartenant à la Compagnie nationale algérienne de navigation (CNAN Nord), a été retardé au niveau du port polonais de Gdansk suite à une opération de vérification de certificats, a indiqué hier la direction générale de la compagnie dans un communiqué.

Le navire a été retardé d'abord pendant une journée et demi après la fin de ses opérations commerciales vendredi dernier pour effectuer une visite sous-marine de la carène du navire Saoura, dans le cadre du planning de certification annuel du navire, note la même source. Mais après la fin de cette visite «ordinaire et programmée», les autorités du port polonais de Gdansk ont décidé de bloquer le navire pour des raisons administratives en relation avec les certificats.

En effet, l'inspecteur du Port State Control du port de Gdansk a estimé que les certificats statutaires du navire, délivrés le 19 septembre 2019 après une visite d'inspection réglementaire par l'Administration maritime algérienne faite au port d'Oran, n'étaient pas conformes, «chose qui est dénuée de tout fondement», explique la CNAN Nord.

La compagnie, après s'être assurée que «tout est en ordre», a contacté la Direction de la marine marchande et des ports, la société de classification ainsi que les instances consulaires algériennes à Varsovie, afin d'intervenir et clarifier la situa-



tion concernant la conformité des certificats «qui ne souffrent d'aucune anomalie». Après avoir reçu les clarifications nécessaires, les autorités polonaises ont autorisé le navire Saoura à quitter le port de Gdansk le soir du lundi dernier, avec à bord 76 conteneurs de lait en poudre, soit 1.900 tonnes, à destination du port d'Anvers (Belgique) pour transporter un complément de marchandises dont 40 conteneurs de lait en poudre et autres types de marchandises pour le compte des opérateurs nationaux, dans le cadre des importations en FOB (sans frais à bord). Sur ce point, la CNAN Nord précise qu'elle a déjà réalisé «avec succès» quatre voyages d'importations de lait en poudre pour le compte de l'Office national interprofessionnel du lait (ONIL), depuis novembre 2019 à destination des ports d'Alger et de Annaba.

Concernant les informations rapportées récemment par des médias et des réseaux sociaux, selon lesquelles le navire Saoura aurait été saisi

au Port de Gdansk pour absence de certificats, la compagnie souligne qu'il s'agit «d'informations erronées visant à discréditer les navires du pavillon national». Dans ce sens, la compagnie a pointé du doigt «des réseaux qui veulent défendre les intérêts des armateurs étrangers». «La direction de la CNAN Nord déplore la campagne acharnée de dénigrement menée par certains cercles et réseaux contre les navires et la compagnie publique arborant le pavillon national depuis qu'elle a signé le contrat de transport maritime de la poudre de lait avec l'ONIL, dans le cadre des orientations du gouvernement visant à privilégier l'importation en mode FOB des marchandises, dont la poudre de lait». Ces importations étaient auparavant assurées par des armateurs étrangers «qui ont bénéficié de ce marché important pendant des années, et qui ont tissé autour d'eux une toile d'experts internationaux et nationaux protecteurs et détracteurs de leur précieux

marché en CFR, qui aujourd'hui saisissent toute occasion pour pointer du doigt les navires de la compagnie nationale», s'indigne la CNAN Nord. Selon le communiqué, le marché du transport maritime du lait en Algérie représente un chiffre d'affaires annuel de 3,5 millions de dollars uniquement pour le secteur public, déboursé par les caisses de l'Etat Algérien qui a décidé récemment de faire bénéficier l'armement national de ce marché avec un fret payable en dinars, soit une économie «substantielle» de devises pour le pays.

La CNAN Nord a assuré qu'aucun retard dans le programme de livraison du lait en poudre de l'ONIL n'a été accusé depuis la signature du contrat, et ce, malgré les contraintes rencontrées en raison notamment de «l'environnement économique national difficile». La compagnie a évoqué également «des embûches causées volontairement par l'ensemble des opérateurs et sous-traitants locaux en Pologne, plus habitués et familiers avec les armateurs étrangers qui assureraient auparavant ce service». Dès le début des négociations pour la mise en place de cette nouvelle route maritime par CNAN Nord, ces opérateurs locaux «n'ont pas affiché un grand enthousiasme à la venue des navires de la compagnie nationale sur ce marché monopolisé auparavant par des grandes compagnies maritimes internationales», soutient la même source.

PÉTROLE

Le Brent à près de 60 dollars

Les prix du pétrole étaient en hausse de 1,13 % mardi en cours d'échanges européens, aidés par un indicateur américain meilleur qu'attendu dans un contexte toujours fébrile lié à la propagation de l'épidémie de pneumonie virale.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 59,96 dollars à Londres, en hausse de 1,13% par rapport à la clôture de lundi.

A New York, le baril américain de WTI pour la même échéance gagnait 1,13% à 53,74 dollars.

Les deux indices de référence européen et américain restent sur cinq séances consécutives de baisse et ont touché lundi leurs plus bas depuis le mois d'octobre. Mais le Brent a repassé temporairement la barre symbolique des 60 dollars sous laquelle il évoluait la veille pour la première fois depuis le 1er novembre. "Après avoir subi une pression baissière très importante, les prix du pétrole retrouvent de l'air grâce aux bons chiffres américains", a commenté un analyste. La confiance des consommateurs aux Etats-Unis a rebondi en janvier et dépassé les attentes des analystes après avoir légèrement faibli en décembre, selon l'indice du Conference Board publié mardi.

Le secrétaire américain à la Santé, Alex Azar, a appelé mardi le gouvernement chinois à plus de transparence dans la gestion de l'épidémie qui a déjà fait plus de 100 morts dans le pays, avec plus de 4.500 personnes contaminées au



total. "Plus l'épidémie se propage, plus l'impact économique potentiel et l'impact sur la consommation de pétrole sont importants", avait estimé plus tôt dans la journée Craig Erlam, de Oanda.

La quasi-totalité de la province chinoise du Hubei - soit environ 56 millions d'habitants - est coupée du monde depuis jeudi par un cordon sanitaire draconien. Tous les secteurs économiques pourraient être affectés: les entreprises de Shanghai ont par exemple reçu l'ordre de ne pas reprendre leur activité avant le

9 février, à l'exception des supermarchés et pharmacies. L'épidémie "a relégué au second plan les perturbations de l'offre libyenne" d'or noir qui auraient pu contribuer à relever les cours du brut, avait complété Al Stanton, de RBC.

La production de pétrole a chuté de 75% en Libye en raison du blocage des terminaux pétroliers depuis le 18 janvier, passant de plus de 1,2 million à un peu plus de 320.000 barils par jour, a annoncé samedi la Compagnie nationale de pétrole (NOC).

INDUSTRIES AÉRONAUTIQUES

Le 737 MAX dans une zone de turbulences financières



L'immobilisation prolongée de son joyau le 737 MAX, impliqué dans de accidents qui ont coûté la vie à plusieurs centaines de passagers, contraint le constructeur de Seattle à concéder son troisième résultat négatif en 104 années d'existence.

Le patron du groupe a promis de rendre publics hier en soirée les résultats induits par cette situation. Cet avion qui a cumulé de nombreux défauts de fonctionnement devra causer à Boeing une première perte sèche depuis 1997.

Les analystes vont de leurs prévisions pour situer le montant des pertes induites que d'aucuns situent "entre 16 et 25 milliards", selon des experts cités par le site du quotidien économique français latribune.fr.

Après une première perte en 1945, puis en 1995 et une troisième en 1997, celle-ci devra peser lourd dans le bilan financier de l'avionneur américain et, probablement plomber son image lui qui a déjà cédé, en 2019, à son concurrent européen Airbus, le statut de premier constructeur mondial.

Les déboires de l'avion vedette du constructeur sont dus à une série de pannes techniques qui ont obligé les autorités de l'aviation à le clouer au sol, sans espoir de le revoir voler dans le court terme.

« Le système anti-décrochage MCAS a été mis en cause dans les deux tragédies du MAX, relate latribune.fr dans un papier daté du 29 janvier dans lequel sont également évoqués « d'autres problèmes, dont un défaut sur un microprocesseur, un autre sur des câblages électriques et un troisième lié au logiciel s'assurant du bon fonctionnement du MCAS au démarrage. »

DKNews

FINANCES

Le FMI appelle le Koweït à plus de rigueur budgétaire

Le Fonds monétaire international (FMI) a exhorté lundi le Koweït à introduire un ensemble de réformes comprenant l'imposition de taxes et la suppression progressive des subventions pour combler un déficit budgétaire chronique.

Comme d'autres pays de la péninsule arabique, le Koweït, membre de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) dont l'or noir représente près de 90 % des revenus, a été durement touché depuis l'effondrement des prix du brut à la mi-2014.

"Des retards dans les réformes fiscales amplifiaient encore les besoins de financement budgétaire, tandis que la lenteur des progrès sur le front structurel freinerait la croissance", écrit le FMI dans son rapport sur l'état de l'économie koweï-



tienne. Le budget de l'Etat a été approuvé au début du mois avec un énorme déficit pour la sixième année consécutive.

Contrairement aux autres pays du Golfe, le Koweït a un parlement actif qui a bloqué à plusieurs reprises les projets du gouvernement visant à imposer des taxes ou des frais pour les services publics. Le Koweït, qui pompe 2,7 millions de

barils par jour, dispose d'énormes réserves fiscales estimées à 644 milliards de dollars (584 milliards d'euros) par le FMI.

Mais selon l'institution de Washington, l'économie du Koweït n'a progressé que de 0,7% l'année dernière et la croissance ne devrait pas dépasser 1,2 % en 2020.

Sans réformes, les besoins de financement du gouvernement

devraient augmenter rapidement, représentant 180 milliards de dollars (163 milliards d'euros) sur les six prochaines années. Le prêteur mondial propose des réformes spécifiques sur dix ans pour ajuster les finances de l'Etat : réduction des dépenses publiques, diminution de la masse salariale publique - qui représente près de la moitié des dépenses publiques - en plus de la suppression progressive des subventions au carburant, à l'électricité et à l'eau.

Le FMI appelle le gouvernement à suivre les pas de ses voisins, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et Bahreïn, en imposant une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 5%, des taxes sur les produits de luxe, et en augmentant l'impôt sur les bénéfices des entreprises nationales.

MARCHÉS

Les Bourses européennes se ressaisissent



Les Bourses européennes, ébranlées lundi par la propagation de l'épidémie de coronavirus en Chine, ont profité d'indicateurs américains meilleurs que prévu pour reprendre leurs esprits mardi et effacer une partie des pertes de la veille.

En pleine saison des résultats d'entreprises, Michaël Jacoby, responsable du courtage Europe continentale chez Oddo Securities, redoute lui "pas mal de volatilités dans les semaines à venir".

Foyer du virus, la Chine a promis mardi la "transparence" alors que l'épidémie de pneumonie virale a déjà fait 106 morts et contaminé officiellement 4.500 personnes dans le pays. Une cinquantaine de malades ont également été recensés dans une quinzaine d'autres pays, de l'Asie et l'Australie à l'Europe et à l'Amérique du Nord. Dans ce contexte, les Etats-Unis, où les commandes de biens durables et la confiance des consommateurs ont progressé, ont fait office mardi de béquille pour les bourses européennes.

A 17H15 GMT, Wall Street saluait les premiers bons résultats du jour: le Dow Jones Industrial Average progressait de 0,81%, l'indice Nasdaq, à forte coloration technologique, de 1,37% et l'indice élargi S&P 500 de 1,09%. L'Eurostoxx a pris 0,89%.

APS

ESPAGNE

Le taux de chômage a reculé moins vite en 2019

L'Espagne a vu son taux de chômage reculer à 13,78% fin 2019, ce qui marque un ralentissement du rythme de réduction par rapport aux années précédentes, selon les chiffres publiés mardi par l'Institut national de la statistique (INE).

Le taux de chômage en Espagne reste le deuxième plus fort de la zone euro après celui de la Grèce.

Fin décembre 2019, le nombre de chômeurs atteignait 3,9 millions de personnes, un nombre qui s'est

réduit de 112.400 personnes en un an, selon l'INE. La baisse correspond à l'objectif fixé par le gouvernement (13,8%). Fin 2018, le taux de chômage avait atteint 14,45%. De fin 2018 à fin 2019, la baisse n'a donc représenté que 0,67 point de pourcentage alors qu'elle avait jusqu'ici dépassé les deux points de pourcentage tous les ans depuis 2014. L'Espagne a enregistré des baisses de l'emploi en demi-teinte ces derniers mois. En septembre, elle avait ainsi connu son

pire chiffre de créations d'emplois pour un mois de septembre depuis 2013. Néanmoins, 400.000 emplois ont été créés en 2019 et le taux de chômage est "au niveau le plus bas depuis dix ans", a souligné le ministre du Budget Maria Jesus Montero.

Malgré sa réduction, le taux de chômage en Espagne reste bien supérieur à la moyenne de la zone euro (7,5% fin novembre selon les dernières données disponibles d'Eurostat).

TLEMCCEN

Lancement prochain des travaux de réalisation d'une poissonnerie au port de Sidna Youchaa

Les travaux de réalisation d'une poissonnerie au port de «Sidna Youchaa» (wilaya de Tlemcen) seront lancés à la mi 2020, a-t-on appris mardi de la direction de la pêche et des ressources halieutiques.

La poissonnerie sera concrétisée aux normes modernes par la direction des travaux publics de Tlemcen, sur une superficie de 1.200 mètres carrés au niveau du port en cours de réalisation, a indiqué le chef de service contrôle des activités de la pêche, Mekkaoui Farid.

Le projet, qui a nécessité une enveloppe de 350 millions DA, renforcera des structures de commercialisation des produits marins, un dortoir d'une capacité de 256 lits pour les pêcheurs et une aire stockage de matériels de pêche, entre autres.

La nouvelle poissonnerie permettra aussi le transport de l'activité des pêcheurs se trouvant actuellement au port de Ghazaouet saturé ne pouvant plus abriter les embarcations.

M. Mekkaoui a annoncé, par ailleurs, le lancement prochain des travaux de réalisation de deux abris de vente de poissons en gros au niveau des ports de Honaine et de Marsa Ben M'hidi dont les assiettes foncières ont été retenues et la réalisation confiée à l'entreprise de gestion des abris de pêche.

CONSTANTINE

Mise en service en 2019 de 218 nouveaux transformateurs électriques

Au total, 218 nouveaux transformateurs électriques de moyenne et de basse tension, ont été mis en service durant l'année 2019 à travers diverses communes de la wilaya de Constantine dans le cadre de l'amélioration de la qualité de service en la matière, a-t-on appris mardi du directeur de la concession de distribution de l'électricité et du gaz, Mohamed Kherchouche.

S'exprimant lors d'une conférence de presse, organisée pour présenter les activités réalisées par cette société durant l'année 2019, le même responsable a précisé que l'installation des équipements à travers les grands pôles urbains a permis l'amélioration de l'approvisionnement de la population et des nouvelles structures industrielles en énergie électrique.

L'opération vise à promouvoir la qualité des prestations de service et ce, dans le cadre du programme annuel tracé par les services de cette société portant raccordement des habitations au réseau électrique à travers l'installation de 107 nouveaux transformateurs électriques à la circonscription administrative d'Ali Mendjeli et 80 autres dans la localité d'El Khroub, a affirmé l'intervenant. L'installation des équipements électriques, a-t-il fait remarquer, a permis de porter le taux de couverture en électricité à 99 %, rappelant que le taux de raccordement au réseau de gaz est estimé à 93 %. Dans la wilaya de Constantine, le nombre des abonnés aux réseaux d'électricité et du gaz a atteint respectivement 288.000 dont 16.000 nouveaux inscrits en 2019, et plus de 242.000 clients dont 14.622 nouveaux abonnés recensés l'an dernier à travers diverses zones dont la ville Massinissa, la circonscription administrative Ali Mendjeli, Bekira relevant de la commune de Hamma Bouziane, ainsi que Ain Smara, selon les dernières statistiques établies par les responsables de la concession.

Aussi et dans le cadre des efforts visant la modernisation des réseaux électriques, la même source a indiqué qu'une opération portant renouvellement de 22 km de réseaux d'alimentation en gaz naturel et 35 km de câbles électriques, a été réalisée durant l'exercice précédent (2019).

Les actions de sensibilisation sur les dangers du gaz organisées par les services de cette concession en collaboration avec les différentes directions et les organismes partenaires, ont ciblé plus de 10.000 personnes, a souligné la même source.

TINDOUF

Reprise de la vente des aliments de bétail aux éleveurs (DSA)

La vente des aliments de bétail aux éleveurs de la wilaya de Tindouf vient de reprendre au niveau de l'unité locale de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) après une interruption pour des raisons techniques, a-t-on appris hier de la direction des Services agricoles (DSA).

L'opération de vente s'effectue suivant un calendrier établi par les services concernés, après l'assainissement des listes des éleveurs bénéficiaires, conviés au début de cette année à mettre à jour leurs dossiers d'approvisionnement, a expliqué le DSA, Laid Bouazza. La vente porte sur l'approvisionnement des éleveurs de la région en orge à un prix soutenu par l'Etat.

De nombreux éleveurs ont salué cette reprise d'approvisionnement après une rupture temporaire ayant influé négativement sur l'élevage, en l'absence d'aires de pacage et en raison du phénomène de sécheresse qui sévit dans cette wilaya éloignée des centres d'approvisionnement en la matière.

Près de 1.490 éleveurs, dont 843 chameliers et 647 éleveurs d'ovins, sont recensés par la direction régionale de la CCLS, dont le siège est à Béchar.

Ouverte en aout 2019, l'unité de Tindouf de la CCLS a mis à la disposition



des éleveurs locaux durant cette période une quantité globale de 15.870

quintaux d'orge, selon les données de cette unité.

LITTORAL ALGÉROIS

Plus de 3360 tonnes de produits halieutiques en 2019

La production halieutique réalisée tout au long du littoral algérois a atteint en 2019 près de 3362 tonnes, enregistrant ainsi un net recul de 20 % par rapport à 2018, a-t-on appris dimanche de la Direction de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya d'Alger.

La production halieutique réalisée tout au long du littoral algérois a atteint 3362,291 tonnes en 2019, a indiqué la directrice de la pêche de la wilaya, Rabia Zerrouki, enregistrant ainsi un «net recul» par rapport à 2018, soit une différence de production de 851,471 tonnes (20 %), en raison «des

intempéries». La production du poisson bleu arrive en tête de la production annuelle au niveau de la wilaya, avec un taux de 87,49 % (près de 3000 tonnes), mais elle reste faible par rapport à l'année précédente, soit une différence de 850,271 tonnes, selon les services concernés.

Le littoral algérois a enregistré une production de 191,021 tonnes de poissons blancs (5,68 %), plus de 121 tonnes de crustacés (3,62 %), 68 tonnes de poissons plats (2,03 %), alors que la production des céphalopodes s'élève à plus de 39 tonnes (1,18 %), a ajouté Mme. Zerrouki. Concernant les ex-

portations via le port d'Alger (fin novembre 2019), la même responsable a fait état de l'exportation de 911,63 tonnes de produits halieutiques et aquacoles, dont 33,933 tonnes destinées à l'Union européenne et 2,089 tonnes de combre de mer séché exportés vers Hong Kong. Le rapport annuel de la direction fait état également de l'importation de 911,63 tonnes de différents produits halieutiques.

Par ailleurs, le secteur de la pêche de la wilaya d'Alger a connu plusieurs projets réalisés et d'autres en cours de réalisation. La production de moules et d'huites par la so-

ciété privé Orca sise à Ain Taya a atteint 5650 kg en 2019, alors que le lancement de nouveaux projets est prévu en 2020 au niveau de la même commune dans le domaine d'élevage des bivalves.

D'autre part, la directrice de la pêche de la wilaya d'Alger a dressé le bilan des dépassements enregistrés au niveau de la wilaya durant l'année précédente, en ce sens que les Gardes côtes avaient établi 93 PV de contravention à l'encontre des pêcheurs, dont 83 PV sur le littoral d'Alger, 1 PV à Sidi Fredj et 9 autres au port de Tamentfoust (Commune d'El Mersa).

BOUMERDES

Formation de plus de 400 agents de l'Administration locale dans les énergies renouvelables

Plus de 400 employés des collectivités locales bénéficieront prochainement d'une formation dans le domaine des énergies renouvelables à travers les centres de formation professionnelle de la wilaya de Boumerdes, a-t-on appris mardi auprès du directeur local du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels.

L'opération de formation, devant profiter à plus de 400 agents de l'Administration locale, sera lancée «très bientôt», en application de conventions signées en la matière avec les services de l'Administration locale de la wilaya, a indiqué, à l'APS, Sadek Saâdina, en marge de l'ouverture de la 12ème édition du Salon de l'orientation et de la formation.

Inscrit au titre de la mise en œuvre de la convention cadre liant les ministères respectifs de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, et de la Formation et de l'Enseignement professionnels, «l'accord prévoit la formation de ce nombre d'agents relevant des communes et daïras de la wilaya, dans les domaines du montage de panneaux solaires, et de l'entretien et prise en charge des services publiques et autres structures de la communes», a-t-il sou-

ligné. La formation, d'une durée de trois mois, sera assurée au niveau de l'Institut de la formation et de l'enseignement professionnels spécialisé (INSFP) du Sahel (Commune de Boumerdes), l'INFP de Boudouaou, et le CFP de Si Mustapha, a-t-il précisé.

A noter que près de 50 conventions de partenariat et de formation ont été signées ces deux dernières années, par le secteur de la formation professionnelle de Boumerdes, pour la formation et mise à niveau de pas moins de 3000 sujets, relevant de différents organismes et secteurs administratifs, économique, et de services.

La 12ème édition de ce Salon de l'orientation et de la formation, organisée à la maison de jeunes «Saïd Sennani» est consacrée à la promotion de plus de 170 branches professionnelles, mises à la disposition des jeunes en quête d'une formation.

Des démonstrations diverses mettant en relief le savoir-faire des stagiaires ont marqué l'ouverture de ce salon professionnel de trois jours, qui a vu, également, l'animation d'ateliers de formation et d'activités artistiques et culturelles diverses. Selon ses organisateurs, la mani-

festation, organisée à la veille de la rentrée de la session de février 2020, a pour objectif principal d'informer les jeunes de la wilaya sur les offres de formation assurées par le secteur, ainsi que ses perspectives d'avenir.

Des stagiaires de différents centres et établissements de formation de la wilaya, outre les Chambres locales de l'Artisanat et de la Pêche, prennent part à ce salon, aux côtés de représentants d'associations et autres dispositifs d'aide à l'emploi, dont l'ANGEM, l'ANSEJ, et la CNAC.

Pour la session professionnelle de février, le secteur compte assurer une offre globale de plus de 9.000 postes pédagogiques, répartis entre différents modes de formation (apprentissage, résidentielle, femme au foyer, cours du soir, formation par passerelles et autres), selon les informations fournies sur place.

Une orientation a été prise, durant cette nouvelle rentrée, pour le relèvement du taux des stagiaires dans le mode de formation par apprentissage à plus de 70 %, représentant un effectif global de près de 12.000 apprentis sur un effectif global de 18.500 stagiaires, est-il signalé, par ailleurs.

PROTECTION DE L'ENFANCE 1390 signalements reçus en 2019

La Déléguée nationale à la protection de l'enfance, présidente de l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance (ONPPE), Meriem Cherfi a fait état, mardi à Alger, de 1390 signalements reçus via le numéro vert (11/11) durant l'année 2019.

Lors d'un Atelier de formation sur "le renforcement des capacités de la société civile en matière de protection de l'enfance", Mme Cherfi a indiqué que certains de ces signalements ont été communiqués aux juges des mineurs et d'autres aux services en milieu ouvert relevant du ministère de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition féminine.

Emanant de citoyens, voire d'enfants eux-mêmes, ces signalements ont trait à "la maltraitance, la violence, l'exploitation des enfants à des fins économiques ou dans la mendicité", a précisé la responsable, indiquant que "la majorité des cas ont été traités".

Evoquant le rôle de l'ONPPE dans la réinsertion scolaires et l'aides aux enfants malades à travers l'avancement de leurs rendez-vous médicaux, elle a mis l'accent sur l'importance de l'intensification de l'activité dans le cadre de l'action de proximité menée par les associations, à travers la sensibilisation, la prévention et la diffusion de la culture des droits de l'enfant. Le numéro vert est joignable de 8h à 18 h, a-t-elle rappelé, ajoutant



que l'ONPPE veillera à sa mise en service la nuit, dès cette année.

La session de formation de la société civile s'inscrit dans le cadre de la poursuite des sessions de formation assurées par l'organe pour intervenir à temps", selon la présidente de l'ONPPE. Prennent part à cette session, la Fondation nationale pour la pro-

motion de la santé et le développement de la recherche (FOREM), l'association Ritaj pour la protection de l'enfance et le bureau du réseau de la société civile pour s'enquérir des lois, notamment la Convention internationale des droits de l'enfant et la loi relative à la protection de l'enfant.

ALGER Un plan de circulation, en cours de préparation afin de réduire les accidents de la route

Le Groupement territorial de la Gendarmerie nationale (GN) de la wilaya d'Alger s'attèle à la préparation d'un plan de circulation bien ficelé à même de contribuer à la réduction des accidents de la route, a affirmé dimanche le commandant du groupement, le lieutenant colonel Boutara Abdelkader.

«Dans le cadre des missions de sécurisation de routes, et au vu des derniers accidents enregistrés, les unités de la GN s'attèlent à la préparation d'un plan bien ficelé en vue d'appuyer les réseaux routiers par les escadrons et brigades de sécurité routière (ESR et BSR) afin de contribuer à la réduction du nombre d'accidents», a déclaré le lieutenant colonel Boutara lors d'une conférence de presse organisée au siège du Groupement territorial à Bab J'did.

Pour ce qui est du parc automobile à Alger qui s'élève à 2 millions de véhicules, soit 26,85% du parc national, l'intervenant a affirmé que la présence permanente des ESR et BSR au

niveau des différents sites et axes routiers avait contribué à «la baisse du nombre d'accidents (-84), soit près de 14%», et partant une diminution du nombre de mortalités par rapport à 2018.

En 2019, les mêmes services avaient enregistré 542 accidents de route, dont 90 mortels, soit un taux de 16,60%, et 321 autres corporels (59,22%).

Concernant les accidents matériels, 131 accidents ont été recensés, soit 24,16%, des indicateurs, a-t-il dit, qui restent «encourageants» pour la capitale qui accueille 30% du parc automobile national.

De son côté, le Chef de Bureau de la sécurité routière, le commandant Ben Arab Sofiane a indiqué que le facteur humain était à l'origine de 96,67% des accidents (450 accidents par les chauffeurs et 74 par les piétons), ajoutant que la catégorie masculine était la plus impliquée dans ces accidents avec un taux dépassant 91%.

L'excès de vitesse a entraîné, selon le même res-

ponsable, 117 accidents, suivi des contraventions liées au changement de direction dangereux et sans usage de clignotant (98 cas), puis le non-respect de la distance de sécurité (73 cas) et les dépassements dangereux (37 cas).

En 2019, il a été enregistré plus de 68.000 amendes forfaitaires, dont quelque 50.000 ont été réglées, à hauteur de 74,20 %, soit l'équivalent de 10,939 milliards de centimes.

En outre, une baisse de l'ordre de (-3162) du nombre des permis de conduire retirés suite à l'utilisation du radar a été enregistrée, et ce grâce à l'action préventive qui a été privilégiée à l'action coercitive, à la faveur de la programmation par les mêmes services de 782 campagnes de sensibilisation ayant contribué à «la réduction» d'accidents de circulation chez les motocyclistes, de l'ordre de 2,14 %.

Pour couvrir le réseau routier dans le territoire de la wilaya, le Commandant Ben Arab a affirmé que les unités de sécurité routière ont été renforcées par le

commandement en différents équipements et moyens techniques pour la facilitation de la tâche des individus et la réduction du nombre des accidents de circulation.

Ces moyens consistent en le recours aux véhicules banalisés dotés de radars, appareils d'identification des numéros de série et des véhicules volés, alcooltests, systèmes de vidéosurveillance à travers le réseau routier, outre les patrouilles hélicoptères pour la surveillance des routes et la facilitation du trafic routier en cas d'accidents de route.

Aussi, il a été procédé, en 2019, en coordination avec les autorités compétentes, à la mise en service de 254 caméras de surveillance électronique pour les Grandes villes, lesquelles sont exploitées actuellement au niveau du centre des opérations et siège du Groupe dans le cadre des différentes investigations, ainsi que la gestion de la congestion routière dans la capitale dans le territoire de compétence de la Gendarmerie nationale.

EL TARF Saisie de plus de 37 kg de kif traité et 7 kg de corail

Les services de la brigade de recherche et d'investigation (BRI) de la police judiciaire de la sûreté de wilaya d'El Tarf ont saisi 37,2 kg de kif traité ainsi que 7 kg de corail brut, et procédé à l'arrestation de dix (10) trafiquants, a-t-on appris hier du chargé de la communication de ce corps de sûreté.

Agissant sur la base d'une information faisant état des agissements d'un réseau de trafiquants composé de 10 individus, âgés entre 20 et 30 ans, les services de police ont ouvert une enquête, qui a permis l'arrestation d'un suspect alors qu'il était accompagné de trois de ses acolytes, a indiqué le commissaire principal, Mohamed Karim Labidi.

Le présumé coupable a été appréhendé à bord d'un véhicule en possession de 37,2 kg de kif traité, a précisé la même source, soulignant que l'enquête approfondie a permis d'arrêter six (6) autres complices et la saisie de 7 kg de corail brut, 88 comprimés psychotropes de différentes marques ainsi que 150.000 Da provenant probablement des recettes de trafic de drogue et du corail.

Les services de police ont également saisi une arme blanche prohibée, une balance électronique, des téléphones mobiles, des coupures de papier utilisées dans le trafic de faux billets et le véhicule ayant servi au transport de la marchandise, a-t-on ajouté.

Poursuivis pour trafic de drogue et de corail, et port d'arme prohibée, les mis en cause, originaires de différentes wilayas du pays, ont été placés sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel de Dréan.

JIJEL Retrait de la mer à la plage du Grand phare occasionné par des courants marins nord-ouest

Le phénomène de retrait de la mer et l'extension de la terre ferme observé dernièrement au niveau de la plage du Grand phare de Jijel est occasionné par des courants marins nord-ouest dans la région rocheuse de Ras El Afia (cap de feu) et non par le séisme ayant secoué vendredi dernier la localité d'El Aouana, a affirmé mardi Mustapha Tekouk, enseignant d'hydrologie à l'université Mohamed Seddik Benyahia.

«Ce phénomène se traduit par un abaissement de la ligne de côte et l'augmentation de la surface des terres émergées», a expliqué à l'APS le spécialiste qui a assuré que «cela n'a rien à voir avec le séisme qui avait secoué vendredi passé la localité d'El Aouana (20 km de Jijel)» comme affirmé erronément sur les réseaux sociaux, a-t-il dit.

«Si le phénomène était lié à la secousse, il aurait été observé sur d'autres plages que celle du Grand phare ou Ras El Afia, mais ce n'est pas le cas», a relevé l'universitaire qui a également rejeté le fait que le phénomène soit lié à une quelconque marée.

Un retrait similaire de la mer avait été enregistré il y a quelques années sur la plage Kotama après les travaux de réalisation du port, a souligné Mustapha Tekouk, tout en assurant que le phénomène «est purement physique» et dont la «presque simultanéité avec le séisme a poussé les gens à supposer l'existence d'un rapport de cause à effet entre les deux (phénomènes)». Le retrait de plusieurs mètres de la mer sur cette plage a suscité interrogations et spéculations sur les réseaux sociaux où commentaires et photos ont été échangés suscitant panique et confusion, surtout quand certains ont lié ce phénomène au séisme de 4,9 degrés sur l'échelle de Richter enregistré vendredi à El Aouana.

TRANSFERT ILLICITE DE DEVISES Saisie de plus de 200.000 euros à l'aéroport Mohamed-Boudiaf de Constantine

Plus de 200.000 euros dissimulés dans un tapis de prière appartenant à un passager ont été saisis mardi à l'aéroport international Mohamed Boudiaf de Constantine par les services des Douanes algériennes, a-t-on appris auprès de la Direction régionale Est de ce corps constitué. Le voyageur qui était en possession de plus de 200.000 euros non déclarés a été interpellé par les douaniers à l'aéroport international de Constantine, a souligné la même source, précisant que la saisie a eu lieu lors du traitement d'un vol à destination d'Is-

tanbul (Turquie). L'opération de saisie a été effectuée en collaboration avec les services de la Police des frontières (PAF) de l'aéroport de Constantine, a fait savoir la même source, qui a mis l'accent sur l'importance de cette opération ayant permis d'empêcher le transfert illégitime de cette «importante» somme en devise. Le mis en cause, un Algérien, a fait l'objet d'un dossier judiciaire et sera présenté devant les instances judiciaires territorialement compétentes, a-t-on indiqué.

APS



INDE

21 morts et plusieurs blessés dans un accident de bus à Nashik



Au moins 21 personnes ont péri dans une collision entre un bus de transport public et un autorickshaw (véhicule tricycle), mardi soir, à Nashik, dans l'Etat indien de Maharashtra.

L'impact de la collision a été si grave que le bus a trainé l'autorickshaw avec avant de finir, tous deux, dans un puits de 12 mètres au bord la route, ont indiqué les autorités locales, ajoutant que l'excès de vitesse et la cause du dérapage du bus.

«Nous avons repêché 21 corps, alors que quelque 18 blessés ont été transférés aux hôpitaux voisins pour recevoir les soins nécessaires», a déclaré à la presse, le chef de la police de Nashik, Arti Singh.

«Pour vérifier s'il y a d'autres passagers coincés dans la boue, nous avons utilisé des pompes à eau pour évacuer le puits», a-t-il déclaré.

Les accidents routiers mortels sont fréquents en Inde, en raison notamment du mauvais état des chaussées et des véhicules, du comportement imprudent des conducteurs et de l'excès de vitesse. Près de 500.000 accidents se produisent chaque année sur le deuxième réseau routier du monde, faisant plus de 146.000 morts et des centaines de milliers de blessés.

CUBA

Séisme ressenti dans plusieurs provinces, immeubles évacués à La Havane

Le puissant séisme de magnitude 7,7 qui a ébranlé mardi les Caraïbes entre Cuba et la Jamaïque a provoqué l'évacuation de plusieurs bâtiments à La Havane et été ressenti dans plusieurs provinces de l'île, ont rapporté les médias cubains.

«Le séisme a été perceptible dans de nombreuses provinces, comme Guantanamo, Santiago de Cuba, Holguin, Las Tunas (est, ndr), Cienfuegos (centre), La Havane, Pinar del Río et la municipalité Isla de la Juventud (ouest), selon de nombreux témoins via les réseaux sociaux», a indiqué le portail officiel d'informations Cubadebate, sans faire état de dégâts ni de blessés dans l'immédiat.

L'épicentre du tremblement de terre a été localisé en mer, à 140 km au sud-ouest de la ville cubaine de Niquero, à une profondeur estimée à dix kilomètres, a indiqué l'Institut américain de géophysique (USGS), qui a révisé à la hausse une première estimation de magnitude 7,3.

Le Centre d'alerte des tsunamis dans le Pacifique, qui surveille également d'autres mers, a émis dans la foulée une alerte au tsunami.

«Des vagues de tsunami dangereuses sont possibles sur les côtes situées dans un rayon de 300 kilomètres de l'épicentre du tremblement de terre», a-t-il indiqué dans un bulletin. Mais le chef du Service de sismologie de Cuba a ensuite précisé à Cubadebate qu'il n'y avait «pas de danger de tsunami» sur l'île.

Il s'agit du deuxième séisme ressenti à Cuba depuis le début de l'année: le 24 janvier, le réseau du Service de sismologie avait enregistré une secousse de magnitude 4,2 à 37 km au sud-est du village de Caimanera, dans la province de Guantamano (est).

MICROPLASTIQUES

Vaste projet d'analyse des eaux côtières du Japon

Des scientifiques japonais associés à une équipe internationale vont étudier pendant deux ans la pollution aux microplastiques des eaux côtières du Japon, gros producteur et consommateur de plastique, a annoncé hier la Fondation Tara Océan, à l'origine du projet.

A partir d'avril, plusieurs stations marines allant de la grande île septentrionale de Hokkaido à celle de Kyushu, dans le sud-ouest, vont effectuer des prélèvements qui seront analysés afin d'évaluer les flux de ces particules, d'en mesurer l'impact sur la vie marine et de sensibiliser le grand public.

Avec son voilier scientifique Tara, la fondation vient d'achever fin 2019 une étude inédite de la pollution plastique dans les fleuves d'Europe.

100% des prélèvements comportaient du plastique et des microplastiques, y compris en amont de grandes villes comme Londres ou Hambourg.

«Ce constat assez alarmant nous a conduits à préparer un projet ici au Japon», a déclaré au cours d'une conférence de presse à Tokyo le directeur général de Tara Océan, Romain Troublé.

L'objectif n'est pas de montrer du doigt telle ou telle région du monde, «le sujet c'est quelles sont ces pollutions plastiques, d'où elles viennent, où demain on mettra l'argent public pour arrêter ces pollutions plastiques», a-t-il ajouté.

Le projet sera aussi l'occasion de prendre contact avec les communautés locales: pêcheurs, écoliers, municipalités pour les informer et expliquer le rôle que chacun peut jouer dans sa «façon de consommer, de trier, de recycler davantage».

La goélette Tara, venue au Japon en 2017 dans le cadre d'une étude des coraux de tout l'océan Pacifique, ne sera pas cette



fois du voyage. C'est le réseau japonais JAMBIO (Association japonaise pour la biologie marine), fondé en 2009 et fort du nord au sud de l'archipel de plus de 20 stations équipées d'infrastructures de recherche, qui servira de base.

Les échantillons prélevés à la surface de la mer et dans ses sédiments seront analysés par des laboratoires tels que celui du bio-informaticien Hiroyuki Ogata à Kyoto, membre de Tara Océan.

«Il est vraiment très important d'avoir des chiffres qui permettent de développer des stratégies pour limiter cette pollution

mais aussi de créer des modèles pour voir les flux de plastique», a dit pour sa part Sylvain Agostini, chercheur à l'université de Tsukuba, au nord de Tokyo.

La quantité de plastique déversée chaque année dans les océans est estimée à 8 millions de tonnes. En 2018, le Japon a annoncé un objectif de réduction de 25% de ses 9,4 millions de tonnes de déchets plastiques annuels d'ici 2030.

Après le Japon, Tara envisage de se tourner vers la Chine en coopération avec des universités chinoises, a indiqué M. Troublé.

AUSTRALIE-INCENDIES

Annnonce d'une nouvelle aggravation des conditions météorologiques

Une nouvelle aggravation des conditions météorologiques est annoncée pour demain en Australie, alors que plus de 9.500 hectares ont été réduits en cendre au sud de Canberra dans la pire incendie qu'a connu la capitale australienne depuis 2003.

Le feu de brousse, qui s'est déclaré mardi dans le parc national de Namadgi, se dirige vers l'est et le nord-est de Canberra et avance à un rythme de 400 hectares par heure, selon les services d'urgence du Territoire de la capitale australienne. L'incendie, qui reste toujours hors de contrôle, a

été causé par les phares d'atterrissage d'un hélicoptère de l'armée lors d'une opération de dégagement au sol, a expliqué le ministère de la Défense dans un communiqué, relayé par des médias.

Le niveau d'incendie a été rétrogradé mercredi d'urgence à «surveillance et action», mais les autorités locales ont averti que les conditions météorologiques devraient encore se détériorer au cours des prochains jours, notamment vendredi quand le thermomètre devrait atteindre 42 C.

«L'incendie ne devrait pas atteindre le niveau d'urgence

aujourd'hui, mais une nouvelle vague de chaleur pourrait en faire un week-end difficile pour les pompiers», a souligné Matthew Shonk, des services d'urgence du Territoire de la capitale australienne.

«Nous n'allons pas éteindre ce feu aujourd'hui ni demain. C'est un énorme feu qui nécessite de grands efforts pendant un certain temps», a-t-il ajouté.

Les habitants de Tharwa ont été invités à rester vigilants, alors que les habitants des quartiers à l'extrême sud de Canberra, tels que Banks, Gordon, Condor, Calwell et Theo-

dore ont été invités à surveiller les conditions météorologiques.

Les feux de brousse ont coûté, jusqu'à présent, la vie à au moins 31 personnes, tué un demi-milliard d'animaux et brûlé plus de dix millions d'hectares.

Liés à une sécheresse particulièrement grave en Australie, ces incendies sont de plus aggravés par le réchauffement climatique, alors que les scientifiques prédisent de longue date que la récurrence de ces événements météorologiques extrêmes ne fera que s'aggraver.

CHILI

Les inondations dans le nord isolent environ 600 personnes

Près de 600 personnes restent isolées dans le nord du Chili en raison des inondations causées par de fortes pluies qui ont fait jusqu'à présent un mort, ont indiqué hier les autorités chiliennes.

La région d'Atacama est la plus touchée par les intempéries et cinq de ses communes ont été placées en alerte jaune par le Bureau national des urgences (Onemi). Selon les prévisions météorologiques, des orages sont attendus dans la journée dans les secteurs se trouvant près des zones montagneuses de la région.

De nouvelles précipitations d'intensité modérée sont également attendues dans les secteurs des hautes vallées, des cordillères et de la cordillère.

Mardi, le président chilien, Sebastian Piñera, a placé cinq communes de la région d'Atacama en état de catastrophe



naturelle suite aux graves inondations qui touchent depuis plusieurs jours le nord du pays.

Ainsi, les communes de Tierra Amarilla, Diego de Almagro, Chañaral, Alto del Carmen et Copiapó, ont été déclarées en état de catastrophe naturelle afin de faciliter les opérations de secours aux victimes et préserver la vie et les biens des habitants de la région.

Lundi dernier, de fortes pluies ont été enregistrées dans la région d'Atacama, qui ont provoqué des glissements de terrain et des inondations fluviales ayant coûté la vie à une personne âgée qui vivait dans la localité de «El Trensito», dans la Province de Huasco, considérée comme la zone zéro de cette catastrophe en raison de la grande quantité d'eau tombée et des importants glissements de terrain.

CRISE DU CORONAVIRUS

25 nouveaux décès dus au coronavirus dans le Hubei

Vingt-cinq décès supplémentaires dus au nouveau coronavirus ont été enregistrés dans la province chinoise du Hubei (centre), où a commencé l'épidémie, portant à 131 morts le bilan total de la maladie, ont annoncé hier les autorités locales.

Un total de 840 nouveaux cas d'infection ont été confirmés dans la même province, ce qui porte à plus de 5.300 le nombre total de malades dans l'ensemble du pays, a-t-on indiqué de même source. (APS)

Nouveau coronavirus: trois cas supplémentaires en Allemagne

Trois cas supplémentaires d'infection par le nouveau coronavirus ont été détectés en Bavière, là même où a été identifié un premier cas, a annoncé mardi le ministère bavarois de la Santé.

«Ces patients sont également des employés de l'entreprise du district de Starnberg, où la première personne touchée est déjà employée», précise le ministère dans un communiqué, ajoutant que 40 autres salariés de l'entreprise avaient été identifiées comme ayant été en «contact étroit» avec le premier malade. Elles feront l'objet d'un dépistage mercredi.

Les trois nouveaux malades, dont l'état de santé n'a pas été précisé, ont été admis à la clinique Schwabing.

Le premier malade allemand infecté par le nouveau coronavirus a été contaminé en Allemagne par un collègue arrivé de Chine.

Cet un homme âgé de 33 ans, travaillant pour un équipementier automobile en Bavière, dans le sud de l'Allemagne, est contaminé en janvier par une collègue venue de Chine pour quelques jours afin de suivre une formation, ont précisé les autorités sanitaires.

Cette salariée chinoise a séjourné du 19 au 22 janvier en Allemagne et à son retour dans son pays «est sentie malade», a précisé le directeur de l'Office sanitaire bavarois, le Dr Andreas Zapf. Elle a été diagnostiquée peu après positive au nouveau coronavirus.

Dans la foulée, un des salariés de l'entreprise en Bavière, le groupe Webasto, qui avait participé à la formation avec sa collègue chinoise et qui a fait subitement état de symptômes de type grippal, a été lui aussi confirmé positif au coronavirus.

Le gouvernement américain tente de développer un vaccin contre le nouveau coronavirus

Les chercheurs des Instituts nationaux de santé américains (NIH) ont lancé le développement d'un vaccin contre le nouveau coronavirus apparu en Chine, 2019-nCoV, un travail qui prendra des mois, a annoncé un haut responsable de santé mardi.

«Nous avons déjà lancé le développement d'un vaccin aux NIH et avec nombre de nos collaborateurs», a déclaré Anthony Fauci, directeur de l'Institut national des maladies infectieuses, lors d'une conférence de presse à Washington avec le secrétaire américain à la Santé. Anthony Fauci a convenu qu'il était possible que l'épidémie décline avant que le vaccin ne soit prêt, comme ce fut le cas lors de l'épidémie du Sras en 2002/2003.

Il faudra trois mois pour lancer un essai de phase 1, puis trois mois pour obtenir des données, avant d'éventuellement lancer une phase 2 sur un plus grand nombre de personnes, a dit le docteur. Mais «nous avançons comme si nous devions déployer le vaccin», a-t-il dit.

«Nous envisageons le pire des scénarios, au cas où cela devienne une plus grande épidémie». Comme le secrétaire à la Santé Alex Azar lors de la même conférence de presse, il a appelé les scientifiques chinois à plus d'échanges avec les chercheurs américains. «Ce serait vraiment bien si on avait plus d'interactions ouvertes, pas seulement en termes de santé publique, mais aussi dans le partage des données de recherche», a appelé Anthony Fauci.

Un avion avec 206 Japonais évacués de Wuhan atterri à Tokyo

Un avion dépêché par le gouvernement japonais transportant quelque 206 ressortissants nippons évacués de la ville de Wuhan, principal foyer du nouveau coronavirus apparu en Chine, a atterri mercredi matin à Tokyo, ont rapporté des médias.

L'appareil s'est posé vers 08H40 locales (mardi 23H40 GMT) à l'aéroport de Tokyo Haneda. Ce même avion a fait l'aller-retour

Tokyo-Wuhan entre mardi soir et mercredi matin, spécialement envoyé par les autorités japonaises en lien avec leurs homologues chinois.

Du personnel médical avait pris place à bord et les passagers ont été interrogés pour détecter d'éventuels symptômes.

Ils devraient être conduits à l'hôpital par bus pour des examens complémentaires, selon les médias locaux.

Il n'est pas prévu une mise en quarantaine obligatoire, mais le gouvernement leur demande de ne pas sortir de leur lieu de résidence au Japon pendant deux semaines afin d'éviter une potentielle transmission du virus s'ils en sont porteurs, même s'il n'y a aucun signe de maladie perceptible.

Le Canada cherche à rapatrier ses ressortissants de Chine

Le Canada consulte ses alliés et «étudie toutes ses options» pour rapatrier les Canadiens vivant dans la région de Chine frappée par le nouveau coronavirus, a annoncé mardi le ministre des Affaires étrangères alors que trois cas ont été détectés dans ce pays. François-Philippe Champagne a précisé lors d'un point-pressé que mardi soir, 126 Canadiens vivant dans la région de Wuhan (centre de la Chine), où est apparu le nouveau virus, avaient demandé une assistance consulaire. «Nous consultons nos alliés et nous étudions les différentes options» pour les rapatrier, a-t-il expliqué, au moment où plusieurs pays comme la France, le Japon ou les États-Unis accélèrent leurs préparatifs pour secourir une partie de leurs ressortissants piégés dans la métropole de Wuhan.

«Soit un pays envoie un avion pour ramener ses citoyens, soit il discute avec d'autres pays pour obtenir des places dans l'avion», a-t-il résumé.

En raison d'une situation «dynamique» en Chine, où le nombre de Canadiens souhaitant être rapatriés évolue constamment, le gouvernement canadien doit d'abord évaluer les besoins sur place avant de décider s'il envoie un avion, a précisé M. Champagne. La situation est d'autant plus délicate pour le Canada que ses relations diplomatiques avec la Chine traversent une crise grave depuis l'arrestation fin 2018 à Vancouver de la directrice financière du chinois Huawei Meng Wanzhou, à la demande des États-Unis.

Mardi, trois premiers cas de coronavirus avaient été identifiés au Canada.

Le Mozambique suspend la délivrance des visas aux Chinois

Le gouvernement du Mozambique a annoncé mardi la suspension de la délivrance des visas d'entrée sur son territoire aux citoyens de Chine, en raison de l'épidémie de pneumonie virale qui y a déjà fait plus de 100 morts.

«Le conseil des ministres a décidé de suspendre les visas d'entrée dans le pays aux citoyens de Chine à cause du coronavirus. Cette mesure préventive vise à empêcher le virus de pénétrer le pays», a déclaré sa porte-parole, Helena Khida, à la presse à l'issue de la réunion.

«Dans le même but, les visas destinés aux Mozambicains désireux de se rendre en Chine sont également suspendus jusqu'à ce que la situation se normalise».

Le nombre d'infections par le nouveau virus en Chine dépasse celui du Sras

Le nombre d'infections par le nouveau coronavirus (2019-nCoV) en Chine continentale a dépassé celui de l'épidémie de Sras dans le pays en 2002-2003, selon les chiffres officiels publiés mercredi.

Les autorités sanitaires chinoises ont dénombré mercredi 5.974 cas confirmés de contamination en Chine continentale, soit plus de 1.400 de plus que la veille, tandis que le bilan s'aggravait à 132 décès.

Le Sras (Syndrome respiratoire aigu sévère), également un coronavirus, avait pour sa part infecté 5.327 personnes en Chine continentale, et provoqué 349 morts dans le pays.

À l'échelle mondiale, selon l'OMS, l'épidémie de Sras avait fait 774 morts sur 8.096 cas en 2002-2003 avant d'être jugulée. Apparu à Wu-

han (centre de la Chine) en décembre, le nouveau virus, comme le Sras, se transmet entre humains et se traduit par de graves troubles respiratoires. Ce virus, baptisé 2019-nCoV, et celui du Sras appartiennent à la même famille des coronavirus, et ont 80% de similitudes sur le plan génétique.

Le 2019-nCoV est cependant jugé moins «puissant» et plus contagieux.

«Ce que nous voyons à présent, cette maladie n'est (...) pas aussi puissante que le Sras», a déclaré dimanche devant la presse Gao Fu, responsable du Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies.

En revanche, le nouveau virus a une période d'incubation pouvant aller jusqu'à deux semaines et «la contagion est possible durant la période d'incubation», avant même que n'apparaissent des symptômes, «ce qui est aussi très différent du Sras», a noté Ma Xiaowei, patron de la Commission nationale de la Santé (CNS). «Nous avons l'impression (...) qu'aujourd'hui la propagation de ce virus-là est plus rapide que le Sras, mais que par contre la mortalité est nettement inférieure», a renchéri la ministre française de la Santé, Agnès Buzyn. Selon l'OMS, le Sras avait atteint un taux de mortalité de 9,5% (contre 34,5% pour la seule autre épidémie provoquée par un coronavirus, le Syndrome respiratoire du Moyen-Orient, ou Mers, apparu en 2012 dans la Péninsule arabique).

Celui du nouveau coronavirus se situe bien en-deçà même si, de l'avis des experts, les données ne sont encore qu'indicatives, faute de connaître exactement le nombre réel de personnes infectées— puisque des patients n'ayant que peu, voire pas, de symptômes n'ayant vraisemblablement pas été détectés.

L'Australie parvient à répliquer un nouveau coronavirus en dehors de la Chine

Des scientifiques en Australie sont parvenus à répliquer en laboratoire le coronavirus apparu en décembre en Chine, dans ce qu'ils décrivent comme un pas en avant crucial dans la lutte contre l'épidémie de pneumonie virale en cours. L'Institut Doherty à Melbourne a annoncé mercredi qu'il avait pu créer un nouveau coronavirus à partir d'un échantillon obtenu d'un patient infecté, pour la première fois hors de Chine.

«En obtenant le vrai virus cela signifie que nous avons maintenant la capacité de valider et de vérifier tous nos tests, et d'en comparer les réactions et les sensibilités», a déclaré l'un des responsables de ce laboratoire, Julian Druce. «C'est fondamental pour le diagnostic», a-t-il ajouté. La Chine était rapidement parvenue à séquencer le génome de ce nouveau coronavirus et à en publier les résultats, permettant aux scientifiques dans le monde de développer de nouveaux outils de diagnostic.

La Chine n'a toutefois pas partagé le virus lui-même avec les laboratoires dans le monde, ce que l'Institut australien va désormais faire, via l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui a toutefois indiqué de son côté que Pékin avait autorisé la venue en Chine d'experts internationaux pour collaborer avec leurs homologues chinois.

Selon le directeur-adjoint de l'Institut Doherty, Mike Catton, cette réplique du nouveau virus chinois va donner la possibilité aux scientifiques de créer des anticorps tests, leur permettant de détecter le virus chez des patients avant même qu'ils ne présentent de symptômes de la maladie.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée fermée aux voyageurs en provenance d'Asie

La Papouasie-Nouvelle-Guinée a annoncé mercredi qu'elle n'accepterait plus sur son sol aucun voyageur étranger en provenance d'Asie, une mesure radicale destinée à empêcher l'arrivée du nouveau coronavirus (2019-nCoV) apparu en Chine, à Wuhan.

«Tous les citoyens provenant de ports d'embarquement asiatiques se verront refuser l'entrée sur le territoire à compter d'aujourd'hui»,



a indiqué le ministère papouasien de l'Intérieur dans une note adressée aux compagnies aériennes et aux sociétés de transport maritime. Le ministère annonce en outre que la seule frontière terrestre du pays, avec la province indonésienne de Papouasie, sera fermée jeudi.

Aucun cas du coronavirus n'a été enregistré en Papouasie-Nouvelle-Guinée, un pays dont le système sanitaire manque cruellement de fonds et qui est déjà confronté à de graves problèmes de santé publique comme le retour de la poliomyélite, qui avait été déclarée éradiquée en 2000.

Les Papouasiens revenant de pays asiatiques seront placés en quarantaine pendant 14 jours. Le seul point d'entrée ou de sortie du pays sera l'aéroport international de Port Moresby.

La plupart des vols sur cet aéroport sont des vols intérieurs ou proviennent de l'Australie voisine. Mais des responsables ont indiqué que la mesure affecterait des vols de Chine, de Singapour et d'autres agglomérations asiatiques. La durée de ces restrictions n'a pas été précisée. «C'est une mesure préventive prise pour assurer que la propagation du coronavirus, qui se propage rapidement dans le monde, est minimisée», a déclaré le ministre papouasien de l'Immigration Westly Nukundi Nukundj.

British Airways annonce la suspension immédiate de tous ses vols vers la Chine

La compagnie aérienne British Airways a annoncé mercredi la suspension immédiate de tous ses vols vers la Chine continentale, à la suite de la consigne émise par le Royaume-Uni d'éviter de se rendre dans le pays en raison du nouveau coronavirus qui a fait 132 morts.

«Nous avons suspendu tous les vols vers et en provenance de la Chine continentale avec effet immédiat à la suite de la recommandation du ministère des Affaires étrangères», explique la compagnie dans une déclaration, repris par des médias.

La diplomatie britannique a déconseillé mardi tout voyage non essentiel en Chine continentale qui a dénombré plus de 5.974 cas confirmés de contamination, tandis que le bilan s'aggravait à 132 décès.

Londres avait déjà conseillé aux Britanniques de ne pas se rendre dans la province de Hubei, épicentre de la contagion.

«Si vous êtes dans cette zone et que vous pouvez partir, vous devriez le faire», a souligné le ministère.

Les Emirats arabes unis annoncent au moins un nouveau cas

Les Emirats arabes unis ont détecté au moins une personne contaminée par le nouveau coronavirus chinois, au sein d'une famille venant de Wuhan, ce qui constitue vraisemblablement le premier cas avéré au Moyen-Orient, a annoncé mercredi le ministère de la Santé.

«Le ministère de la Santé et de la Prévention a annoncé un cas de nouveau coronavirus affectant une famille provenant de la ville de Wuhan en Chine», a rapporté l'agence officielle WAM. «L'état de santé de ceux qui sont affectés est stable», a-t-elle ajouté, sans préciser le nombre de personnes contaminées par le virus.

OSTÉOPOROSE ÊTES-VOUS À RISQUE ?

En 2004, la loi de Santé publique prévoyait de réduire de 10 % la fréquence des fractures du col du fémur dues à l'ostéoporose. Pari gagné ! On pourrait faire encore mieux en traitant toutes les femmes qui en ont besoin. Et vous, êtes-vous concernée ?

Quels sont les examens les plus utiles ?

La densitométrie, examen radiologique calculant la densité minérale osseuse (DMO), a révolutionné le diagnostic de l'ostéoporose. Mais elle n'est pas toujours suffisante. Certaines femmes ont une densité osseuse correcte, mais des fractures survenant pourtant.

L'examen doit donc être interprété en fonction des facteurs de risque. Une densité faible est en revanche très parlante. La solution en cas de doute ? Utiliser le Frax, un questionnaire proposé par l'OMS (Organisation mondiale de la santé). Il tient compte des traitements suivis, des antécédents familiaux, de l'hygiène de vie, de la taille, du poids... Grâce à ce questionnaire, disponible sur Internet, il est aujourd'hui possible d'évaluer votre risque de fracture.

Quand faut-il prendre un traitement ?

En cas de fracture sans traumatisme important chez une femme ménopausée.

Chez les plus de 50 ans, c'est un signe de fragilité osseuse. On déplore les spécialistes, quand une femme se casse un os, le diagnostic d'ostéoporose n'est évoqué que dans moins de la moitié des cas, et une densitométrie n'est réalisée que chez

moins de 30 % des patientes. Chez celles qui n'ont pas eu de fracture, la décision de traiter dépend de la densité osseuse, éventuellement des réponses au questionnaire Frax.

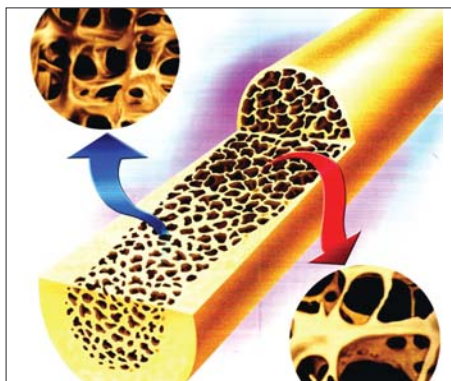
Les médicaments sont-ils toujours bien supportés ?

Les médecins prescrivent surtout des biphosphonates. Pour être efficaces, ces médicaments doivent être pris pendant plusieurs années. Ils sont généralement bien supportés. L'ostéonécrose de la mâchoire, effet secondaire le plus connu, est rarissime, sauf chez les patients atteints de cancer des os.

Globalement, ces médicaments comportent peu de risques. Il existe de toute façon une large palette de traitements que le médecin adaptera à votre cas.

Y a-t-il autre chose à faire ?

Il faut préserver votre capital osseux par tous les moyens : alimentation équilibrée (riche en végétaux, produits laitiers, poissons gras...), activité physique (de préférence un sport à impulsions, comme le running).



Plus une exposition régulière au soleil, indispensable à la production de vitamine D par l'organisme, dont il est utile de vérifier le taux après 50 ans. S'il est inférieur à 30 ng/l, une supplémentation est néces-

saire. Il existe des traitements quotidiens, bimensuels ou mensuels, au choix. La vitamine D peut aussi être couplée avec du calcium.

5 aliments pour la prévenir

L'ostéoporose touche chaque année 130 000 personnes supplémentaires en France. La Journée mondiale de l'ostéoporose est l'occasion rêvée pour découvrir les aliments qu'il vous faut mettre au menu pour conserver des os solides.

Le citron

En dépit de l'acidité que l'on ressent sur les papilles lorsqu'on boit son jus, le citron se transforme en aliment alcalin (c'est-à-dire non acide) lorsqu'il est métabolisé par notre organisme, donc en aliment bon pour la minéralisation de nos os. En outre, il est extrêmement riche en vitamine C, donc il favorise la bonne absorption du calcium par les os.

Attention : le jus de citron doit se consommer sitôt pressé pour bénéficier de tous ses atouts car l'acide ascorbique (c'est-à-dire vitamine C) s'oxyde au contact de l'air.

Les petits pois

Riches en fibres, les petits pois sont connus pour leurs vertus sur le transit. Mais ces légumes sont également très riches en vitamine K, un groupe de vitamines liposolubles qui participent à l'activation de l'ostéocalcine, l'une des protéines indispensables au métabolisme de nos os. Les petits pois sont également riches en vitamine B6 et en folates, deux nutriments qui permettent



de réduire le taux d'homocystéine, une substance inflammatoire qui empêche le collagène d'avoir un effet protecteur sur les os. Bien sûr, les petits pois frais sont toujours préférables aux petits pois en

conserves ou surgelés mais pour cela il vous faudra attendre le mois de mai !

Les épinards

On les voit souvent comme les champions de l'apport en fer (mais c'est une erreur !). Toutefois, leurs quantités importantes de vitamine K et de folates ainsi que leurs quantités substantielles de vitamine B6, de magnésium et de calcium font aussi des épinards les meilleurs alliés des femmes qui s'inquiètent de la santé de leurs os. Pour profiter pleinement de leurs vertus, mangez-les plutôt en salade et arrosez-les d'un jus de citron, cela préservera leurs vitamines. Par chance, on peut les déguster frais de novembre à mai !

Les brocolis

C'est l'un des légumes les plus alcalins, c'est-à-dire les moins agressifs pour les os et les articulations. En outre, les brocolis sont riches en magnésium, en vitamine K, en folates, en vitamine B6, en calcium... et surtout en vitamine C. Cette vitamine est indispensable elle aussi à la bonne santé de vos os car elle permet une bonne absorption du calcium. Autant dire que les brocolis ne sont pas loin d'être le meilleur aliment anti-ostéoporose !

En outre, une étude récente a montré que les brocolis avaient des vertus in-

soupçonnées contre l'arthrose car ils possèdent une substance capable de bloquer l'enzyme clé qui détruit le cartilage. Selon les médecins, 3 à 5 portions de brocolis par semaine seraient particulièrement bénéfiques.

Les flocons d'avoine

Très riche en fibres et notamment bien pourvu en bêta-glucane, une fibre soluble qui empêche l'absorption des graisses, les flocons d'avoine sont parfaits pour le petit-déjeuner car ils aident à réduire le cholestérol-LDL, c'est-à-dire le mauvais cholestérol. Mais ils sont également très riches en minéraux, tous essentiels à la bonne santé des os.

Pour optimiser leurs effets, privilégiez les formes d'avoine non raffinées (et non les mélanges de céréales) comme des flocons d'avoine complets ou le son d'avoine.

Commencez par une cuillère à café par jour, puis passez progressivement à une, puis deux, puis éventuellement trois cuillères à soupe quotidiennes. Mais il est généralement conseillé de ne pas dépasser ces 3 cuillères à soupe par jour, pour éviter les désagréments intestinaux et pour continuer d'assimiler les vitamines dont vous avez besoin pour être en forme (car, l'avoine ne réduit pas seulement l'absorption des graisses, elle réduit aussi l'absorption des vitamines).

5 maladies qui peuvent vous toucher plus tôt

On imagine souvent que la plupart des maladies ne nous toucheront qu'au-delà de la soixantaine. Pourtant, le stress, une mauvaise alimentation et une vie sédentaire peuvent jouer sur notre santé et faire le lit de maladies que l'on croyait réservées aux seniors.

Faut-il généraliser le dépistage ?

C'est aujourd'hui la Journée mondiale de lutte contre l'ostéoporose. A cette occasion, l'Association Française de Lutte Anti-Rhumatismale (Aflar) veut tirer la sonnette d'alarme sur cette pathologie, qui touche 1 femme sur 3 après la ménopause.

« Il faut faire du bruit autour de cette maladie que l'on ne dépiste souvent qu'à la première fracture ! » En cette Journée mondiale de lutte contre l'ostéoporose, l'Association Française de Lutte Anti-Rhumatismale (Aflar) veut encourager les femmes à prendre en main leur santé osseuse. « Le vieillissement des os n'est pas inévitable et prendre en charge l'ostéoporose quand la maladie en est à ses prémices, permettrait de réduire ses conséquences souvent dramatiques » insiste l'association qui préconise de proposer aux patientes un questionnaire rapide du risque de fracture en même temps qu'une prescription de mammographie, ce qui permettrait d'identifier leurs risques d'ostéoporose, lors d'une consultation chez le généraliste.

Quelques chiffres

En France, on estime qu'une femme ménopausée sur trois a une ostéoporose soit entre 2 et 3 millions de femmes. « En outre, il est à craindre que l'abandon des traitements hormonaux de la ménopause, associé au vieillissement croissant de la population, se traduise par une augmentation de l'incidence de l'ostéoporose et du nombre de fractures » souligne l'association.

En France, chaque année, l'ostéoporose est responsable de : 51 000 fractures de hanche ; entre 40 et 65 000 fractures vertébrales ; environ 35 000 fractures du poignet ; environ 12 000 fractures de l'humérus et 68 000 hospitalisations dont 83% chez des personnes de plus de 75 ans et plus de 40 000 séjours en centres de rééducation pendant une durée moyenne de 43 jours.

Un an après une fracture de la hanche, on observe une perte d'autonomie chez 80% des patientes, un handicap au long cours chez 30% des patients et un décès chez 20 à 27 % des patients.

Favoriser l'accès au dépistage

L'ostéoporose pèse donc lourd dans les dépenses de santé publique. Pour un meilleur dépistage des femmes à risque, l'Aflar propose de simplifier le remboursement de l'ostéodensitométrie (un examen non douloureux qui permet de mesurer la densité osseuse et donc de connaître le degré de solidité des os) et d'autoriser le remboursement de cet examen pour toutes les femmes de plus de 60 ans.

Mais en attendant de savoir si vous êtes à risque, on vous propose de découvrir les 5 aliments qu'il vous faut mettre au menu pour conserver des os solides.

1- Le mélanome

L'âge moyen du diagnostic est de 50 ans mais il peut apparaître dès l'âge de 20 ans et le nombre de cancers de la peau agressifs chez les femmes de moins de 40 ans a été multiplié par 8. Une augmentation qui s'expliquerait par l'usage croissant des cabines de bronzage. En 2009 déjà le Centre International de la recherche sur le cancer (CICR), en s'appuyant sur l'analyse d'une vingtaine d'études, démontrait que l'exposition aux radiations solaires artificielles avant l'âge de 30 ans augmentait de 75% le risque de mélanome.

Ce que vous pouvez faire pour le prévenir :

Proscrire les cabines de bronzage et ne jamais sortir, en été, sans avoir appliqué une crème de jour avec filtre solaire. Enfin, en cas de carence en vitamine D, consultez votre médecin qui vous prescrira une supplémentation mais n'utilisez pas les rayons UV comme source de vitamine D.

2- L'ostéoporose

L'âge moyen du diagnostic est de 65 ans mais l'ostéoporose peut nous frapper dès 50 ans. Cette maladie se caractérise par la diminution de la densité des os. **Ce que vous pouvez faire pour la prévenir :** Faites de l'exercice régulièrement afin de renforcer les os et vous fabriquer une musculature. Évitez la cigarette et l'alcool qui sont toxiques pour les os et laissez tomber définitivement les sodas au cola (y compris leur version light) dont la teneur élevée en acide phosphorique modifie l'équilibre calcium/phosphore, ce qui conduit à une fragilité osseuse.

A contrario, préparez-vous des menus riches en calcium et en vitamine C (qui permet de fixer le calcium).



3- L'infarctus

L'âge moyen du diagnostic est de 65 ans mais l'infarctus peut vous frapper dès 20 ou 30 ans. En France, on dénombre près de 40 000 morts subites cardiaques par an chez des personnes jeunes.

Ce que vous pouvez faire pour le prévenir :

Si vous fumez, c'est le moment où jamais de lâcher la cigarette car le tabac double le risque de faire un infarctus. Un accident cardiaque sur quatre pourrait être évité en suivant des mesures simples en matière d'alimentation mais aussi d'activité physique : 10 minutes de marche par jour cinq fois par semaine, plus de fruits et légumes frais au menu chaque jour, et la réduction des apports quotidiens en sel suffisent à réduire le risque d'infarctus.

4- La maladie d'Alzheimer

L'âge moyen du diagnostic est de 65 ans mais la maladie d'Alzheimer peut vous frapper dès la quarantaine.

Ce que vous pouvez faire pour le prévenir :

Les médecins n'ont pas encore assez de recul sur la maladie d'Alzheimer et sur ses causes pour pouvoir élaborer des conseils de prévention. Mais comme pour toutes les maladies dégénératives du cerveau, il est possible de lutter contre le déclin cognitif en exerçant des parties du cerveau habituellement endormies, en apprenant une nouvelle langue par exemple, ou en apprenant à jouer d'un instrument de musique.

En outre, ce qui est bon pour le cerveau : adopter une hygiène alimentaire anti-cholestérol, lutter contre l'hypertension artérielle et faire de l'exercice physique permet aussi de garder le cerveau en forme.

5- Le diabète

La maladie est souvent diagnostiquée entre 40 et 50 ans mais le diabète touche aussi de plus en plus d'enfants de moins de 15

ans. En France, on estime que 10 000 enfants de moins de 15 ans (c'est-à-dire environ un enfant sur 1000) sont diabétiques. Ils souffrent majoritairement de diabète insulino-dépendant (diabète de type 1) mais de plus en plus d'adolescents sont quant à eux, touchés par le diabète de type 2, en raison de l'épidémie d'obésité.

Ce que vous pouvez faire pour le prévenir :

Pour lutter contre le diabète de type 2, l'alimentation est votre meilleure médecine. Les ados atteints de ce type de diabète sont victimes de leur alimentation trop riche et trop sucrée et de leur mode de vie sédentaire. La plupart des jeunes diagnostiqués sont en surpoids et ont un excès de poids bien marqué autour de la taille.

Veillez donc à éviter les aliments à index glycémique élevé, à choisir des aliments riches en fibres et à supprimer de vos menus le plus grand nombre d'aliments transformés.

Les personnes ambitieuses vivraient plus longtemps

Se fixer des objectifs (peu importe les lieux) augmenterait l'espérance de vie.

Il y a ceux qui sont dans le moment présent et les autres. Ceux qui se projettent. Si la première option est valorisée, il se pourrait que la seconde soit sous-estimée.

Selon une étude, avoir des projets et des buts dans la vie ne signifie pas seulement que vous êtes ambitieux et avez le sens de l'organisation. Cela pourrait également être gage d'une plus longue vie en bonne santé. C'est une équipe américano-canadienne

qui nous annonce la bonne nouvelle dans la revue Psychological science. L'étude a ciblé 7 000 adultes américains âgés de 20 à 75 ans. En plus de comparer leur santé physique et mentale, les participants ont dû dire s'ils se reconnaissaient dans l'une de ces trois affirmations : « certaines personnes errent sans but, mais je ne fais pas partie de ces gens-là », « je vis au jour le jour sans me préoccuper du futur », « j'ai parfois l'impression d'avoir accompli dans mon existence tout ce qu'il y a à faire ».

Quatorze ans après avoir posé ces questions, les chercheurs ont constaté que les personnes qui se fixaient le plus d'objectifs vivaient plus longtemps que les autres, indépendamment d'autres facteurs de risque comme une tendance dépressive.

Pour les chercheurs, il ne fait aucun doute que se donner des objectifs est bon pour la santé, quel que soit son âge. « C'est vraiment bénéfique de laisser ses objectifs diriger sa vie de tous les jours », juge le Dr Patrick Hill du département de psychologie à la Carleton University.

ONU-MALI Plus de 200 000 personnes déplacées au Mali en raison de la flambée de violences (ONU)



Un porte-parole des Nations unies a déclaré mardi que la situation humanitaire au Mali continuait de se dégrader en raison de la hausse des violences, et que plus de 200 000 personnes étaient actuellement déplacées dans ce pays, contre 80 000 il y a un an.

Au cours de la saison sèche de cette année, de juin à août, 1,1 million de personnes devraient être confrontées à une situation d'insécurité grave dans le pays, a déclaré Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres, lors de son point presse quotidien.

Les défis humanitaires ont considérablement augmenté, a-t-il ajouté. Toutefois, l'accès reste possible aux organisations humanitaires qui s'appuient sur l'implication des communautés, la livraison d'aide soumise à des principes et le recours à des partenaires de mise en œuvre locaux pour atteindre les personnes dans le besoin. Le Plan de réponse humanitaire pour le Mali de cette année devrait toucher 20% de la population du pays, soit 3,8 millions de personnes, et nécessiter 390 millions de dollars, a déclaré M. Dujarric.

SAHEL

La recrudescence des violences dans le centre du Sahel a un impact dévastateur sur les enfants, avertit l'UNICEF

La recrudescence des violences armées au Burkina Faso, au Mali et au Niger, a un impact dévastateur sur les conditions de survie, l'éducation, la protection et le développement des enfants, a mis en garde mardi le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF).

Cette envolée des violences dans la région du centre du Sahel signifie que près de 5 millions d'enfants auront besoin d'une aide humanitaire cette année, contre 4,3 millions en 2019, a souligné l'agence onusienne. Des enfants ont été victimes d'agressions, d'enlèvements ou de recrutement dans des groupes armés en raison de la hausse des conflits armés et de l'insécurité au Burkina Faso, au Mali et au Niger, a affirmé l'UNICEF. Depuis le début de 2019, plus de 670 000 enfants de toute la région ont été forcés de fuir leur foyer en raison des conflits armés et de l'insécurité, selon la même source.

L'UNICEF a appelé à «des efforts renouvelés, accrus et concertés» pour enrayer les violences actuelles et empêcher leur propagation dans les pays voisins.

L'Agence de l'ONU a demandé 208 millions de dollars pour soutenir les opérations sur le terrain, où elle travaille avec des partenaires dans les domaines de la protection, de l'éducation, de la santé, de la nutrition, et des réseaux hydrauliques et sanitaires.

SITUATION EN LIBYE

Le 8^e sommet du Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye aujourd'hui à Brazzaville

Le 8e sommet du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye, auquel prendra part plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que les parties en conflit en Libye, se tiendra aujourd'hui à Brazzaville (Congo).

Le sommet a pour objectif d'étudier l'évolution de la situation en Libye, avant le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA prévu en février prochain à Addis-Abeba en Ethiopie.

La rencontre, qui intervient quelques jours seulement après une réunion à Berlin en Allemagne (au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement) et une autre à Alger (au niveau des ministres des Affaires étrangères) consacrées à la situation en Libye, sera marquée par la présence des acteurs du conflit et autres représentants d'organisations continentales et internationales pour tenter de trouver une solution politique à cette crise.

Le représentant spécial et chef de la mission d'appui des Nations unies pour la Libye, Ghassan Salamé, et le secrétaire exécutif de la communauté des Etats sahélo-sahariens, Ibrahim Sani Abani, sont attendus à cette rencontre.

Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, le président en exercice de l'UA, Abdel Fattah el-Sissi, et le commissaire à la paix et à la sécurité de la Commission de l'UA, Ismaël Chergui, seront également présents à ce sommet. La partie libyenne sera représentée par les deux principaux protagonistes, le président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'union nationale (GNA), Fayez Mustapha Al-Sarraj, et le maréchal Khalifa Haftar, ainsi que par le président du haut conseil d'Etat, Khaled Al-Michri, et le président du parlement, Aguila Saleh Issa.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, est aussi attendu à cette réunion en qualité de représentant d'un pays ayant organisé une réunion,



le 19 janvier dernier à Berlin, pour relancer le processus de paix en Libye.

Pour rappel, lors de la conférence internationale sur la Libye tenue à Berlin, à laquelle a pris part le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, les participants ont convenu de la mise en place d'un comité devant assurer le suivi de la mise en œuvre des décisions de la conférence, et ce sous l'égide de l'ONU, une démarche tendant à «consolider» la trêve et le cessez-le-feu entre les forces du Gouvernement d'union nationale et celles du Maréchal Haftar.

A Alger, la réunion sur la Libye des ministres des Affaires étrangères des pays voisins de ce pays (Algérie, Tunisie, Egypte, Soudan, Tchad et Niger), ainsi que le Mali au vu des retombées de la crise libyenne sur ce pays de la région, a mis en avant la nécessité d'accompagner les Libyens dans la dynamisation du processus de règlement politique

de la crise à travers un dialogue inclusif.

Le président turc réaffirme son souhait pour une résolution politique de la crise libyenne

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a réaffirmé mardi à Dakar, la capitale du Sénégal, son souhait pour une résolution politique de la crise libyenne. «Pour nous, ça ne doit pas être une lutte militaire, mais une résolution politique qui donne la possibilité au peuple libyen de décider de son propre sort», a-t-il déclaré lors d'un point de presse en compagnie de son homologue sénégalais Macky Sall. «Si on vous dit qu'on va résoudre la crise libyenne du jour au lendemain. Cela n'est pas réaliste et juste», a indiqué M. Erdogan. Pour sa part, M. Sall a affirmé avoir fait part au président turc des inquiétudes du continent africain quant à une éventuelle détérioration de la Libye. «Je l'ai encouragé à poursuivre les dé-

marches dans le cadre de la recherche d'une solution politique en Libye», a souligné le président sénégalais, en insistant sur le fait que l'Afrique subsaharienne a des «préoccupations». L'ANL, dirigée par le maréchal Khalifa Haftar, est engagée depuis avril 2019 dans une campagne militaire visant à prendre le contrôle de Tripoli et à renverser le gouvernement libyen de Fayez al-Sarraj, reconnu par l'ONU. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées dans les combats, et plus de 150.000 civils ont été contraints de fuir leur domicile en raison des violences. Les deux factions rivales ont convenu d'un cessez-le-feu le 12 janvier dernier, mais s'accusent maintenant réciproquement de violer cette trêve. Arrivé lundi soir à Dakar, le président turc a eu un long entretien avec le président Macky Sall. Les deux pays ont signé sept accords de coopération dans les domaines de la culture, du sports, de l'énergie et de la défense.

BURKINA FASO:

39 personnes tuées samedi dans le Sahel

Au total 36 civils ont été tués, samedi, dans une attaque terroriste, à Silgadji, localité située dans la commune de Tongomayel, province du Soum, au Sahel burkinabé, a annoncé mardi soir le gouvernement burkinabé dans un communiqué.

Le gouvernement burkinabé indique qu'«une attaque terroriste a été perpétrée dans le village de Silgadji, localité située dans la commune de Tongomayel, dans la province du Soum, le samedi 25 janvier 2020». «Les opérations de ratissage entreprises dans la zone par les Forces de Défense et de Sécurité ont permis de constater la mort de trente-neuf (39) de nos concitoyens dans cette attaque lâche et barbare», souligne le communiqué. Le texte ajoute que les Forces de Défense et de Sécurité ont apporté leur aide et leur soutien aux populations pour l'inhumation des victimes. Le gouvernement présente «ses condoléances aux familles des victimes et à la population meurtrie de la commune de Tongomayel».

Le gouvernement tient à réaffirmer sa détermination à créer toutes les conditions pour une sécurisation effective



des habitants des villages dans les zones visées par les attaques des groupes armés terroristes, assure le communiqué.

Il appelle les populations dans les zones de fort défi sécuritaire à éviter les rassemblements qui donnent l'occasion aux terroristes de perpétrer leurs attaques et invite tous les burkinabé à un respect strict des consignes de sécurité et à une vigilance accrue. Cette attaque est intervenue une semaine après un autre attentat qui avait égale-

ment fait 36 morts parmi les civils dans le Centre-nord du Burkina Faso. Le gouvernement avait décrété 48 heures de deuil national. Depuis avril 2015, le Burkina Faso fait l'objet d'attaques terroristes ayant fait à ce jour plus de 700 morts et des milliers de déplacés. Face à la situation, le Parlement burkinabé a autorisé la semaine dernière l'armée à recruter des volontaires parmi les civils pour la seconder dans la lutte contre le terrorisme.

PALESTINE-ISRAËL Le plan de Trump ne «passera pas» affirme le président palestinien

Le plan de paix américain pour le Moyen-Orient ne «passera pas», a soutenu mardi soir le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas.

Le président palestinien a fait cette déclaration à Ramallah au terme d'une réunion des factions palestiniennes devant décider de la politique à suivre après l'annonce du projet américain à Washington.

«Il est impossible pour n'importe quel enfant, arabe ou palestinien, d'accepter de ne pas avoir El-Qods comme capitale d'un Etat palestinien, a déclaré le président Abbas pour signifier l'étendue de son refus palestinien de voir El-Qods devenir la capitale «indivisible» d'Israël comme l'a proposé le président américain.

Le mouvement palestinien Hamas, a formellement rejeté le plan présenté à la Maison-Blanche. «Nous n'accepterons pas de substituer à El-Qods comme capitale de l'Etat de Palestine», a déclaré à la presse Khalil al-Hayya, un haut responsable du mouvement. Ce plan «ne passera pas» et pourrait conduire les Palestiniens vers une «nouvelle phase» de leur lutte, avait prévenu le chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh, avant



même l'annonce du président Trump. Pour le mouvement libanais Hezbollah, cette proposition n'est qu'une «tentative d'éliminer les droits du peuple palestinien, historiques et légitimes». L'Iran a jugé que «le plan de paix de la honte imposé par l'Amérique aux Palestiniens est la trahison du siècle et est voué à l'échec». Pour le ministère turc des Affaires étrangères, ce projet «mort-né» est un «plan d'occupation visant à tuer une solution à deux Etats et à extorquer des territoires palestiniens».

La Jordanie a estimé, par la voix de son ministre des Affaires

étrangères, que l'établissement d'un Etat palestinien indépendant sur les frontières de 1967 restait «la seule voie pour une paix globale et durable». Le plan du président Trump se fonde sur une solution «à deux Etats» mais accorde nombre de garanties territoriales à Israël, bien au-delà des frontières existantes au moment de la guerre des Six Jours 1967. Le chef de la diplomatie de l'Union européenne Josep Borrell a réaffirmé son engagement «ferme» en faveur d'une solution négociée et viable à deux Etats», indiquant que l'EU allait «étudier et évaluer les

propositions avancées».

Cette formule de «solution négociée et viable à deux Etats, acceptable par les deux parties» a été reprise par le chef de la diplomatie allemande, Heiko Maas. La Russie a pour sa part prôné des «négociations directes» entre Israélien et Palestiniens, afin de parvenir à un «compromis mutuellement acceptable». «Nous ne savons pas si la proposition américaine est mutuellement acceptable ou non. Nous devons attendre la réaction des parties», a déclaré aux agences russes le vice-ministre des Affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov. A New York, le porte-parole des Nations Unies a rappelé que l'organisation internationale s'en tenait aux frontières définies en 1967. «La position des Nations unies sur la solution à deux Etats a été définie à travers les ans par des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale auxquelles est tenu le secrétaire» de l'ONU, a précisé Stéphane Dujarric dans un communiqué.

BREXIT: Vote européen pour la sortie définitive du Royaume-Uni de l'UE

Le Parlement européen a voté hier en début de soirée pour ratifier l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE), dernière étape majeure pour parachever le Brexit prévu le 31 janvier, ouvrant ainsi une nouvelle période de négociations entre les deux parties.

Après la signature de l'accord de Brexit vendredi dernier par la Commission européenne et le Conseil européen, le texte a été soumis au Parlement européen pour être ratifié le 29 janvier, avait expliqué Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne. «C'est une semaine historique pour le Royaume-Uni et l'UE», a commenté le représentant britannique au Parlement, ministre pour l'Europe et les Amériques.

Le vote est prévu vers 18h après un débat de deux heures où chacun pourra prendre la parole. Le scrutin ne durera que quelques minutes et devrait se conclure sans surprise par le feu vert du Parlement. «C'est une blessure pour nous, mais nous devons respecter la volonté des citoyens britanniques», a commenté le président du Parlement européen David Sassoli à la veille de ce vote. Le représentant du Royaume-Uni auprès de l'UE, Tim Barrow, a de son côté déposé mercredi matin au Conseil européen le document officiel montrant que Londres a rempli toutes ses obligations légales pour sortir de l'UE. Le Parlement britannique avait définitivement validé l'accord de Brexit, le 22 janvier dernier dégageant la voie à la sortie historique du Royaume-Uni de l'Union européenne dans neuf jours. Le projet de loi, qui règle les modalités du divorce, négocié par le Premier ministre britannique Boris Johnson avec Bruxelles, a été promulgué le lendemain par la reine Elizabeth II, «permettant ainsi au Royaume-Uni de quitter l'UE le 31 janvier», avait annoncé le ministre chargé du Brexit, Steve Barclay.

La Chambre des communes, où le dirigeant dispose d'une majorité écrasante depuis les législatives de décembre, avait déjà donné son feu vert début janvier au projet de loi sur le retrait du Royaume-Uni de l'UE. Le texte avait ensuite été transmis à la Chambre des Lords, non élue, qui a adopté cinq amendements, concernant notamment les droits des citoyens européens



résidant au Royaume-Uni ou les enfants réfugiés non accompagnés.

Un chapitre se ferme, redéfinir le cadre des relations

Plus de trois ans et demi après le référendum sur le Brexit, le Royaume-Uni sortira officiellement de l'UE vendredi 31 janvier, un moment historique qui ouvrira une période de transition, une disposition prévue dans l'accord de divorce, durant laquelle les relations entre Londres et l'UE resteront inchangées, le Royaume-Uni restera membre de l'Union douanière et du marché unique européens et continuera à respecter les règles de l'UE. Cette phase transitoire qui va durer jusqu'au 31 décembre 2020, doit permettre aux deux parties de négocier le cadre de leur relation future, sur le plan sécuritaire mais surtout commercial, avec possibilité qu'elle soit prolongée jusqu'à deux ans supplémentaires. Compte tenu du temps nécessaire à la ratification d'un accord, Londres et Bruxelles ne devraient en effet disposer, au mieux que de huit mois, de mars à octobre, pour parvenir à s'entendre sur leur relation future. Le 1er février, une fois le Brexit mis en oeuvre, les Britanniques vont devoir quitter toutes les institutions européennes notamment le Parlement européen où siègent 73 eurodéputés britanniques. L'UE va donc, pour la première fois perdre un Etat membre, qui plus est l'un des plus grands et des plus riches pays du bloc. Avec le départ de 66 millions d'habitants, l'UE

verra sa population passer à quelque 446 millions. Son territoire diminuera de 5,5%. En vertu de l'accord de retrait, les expatriés installés de part et d'autre de la Manche avant la fin de la période de transition conserveront leurs droits de résider et de travailler dans leur pays d'accueil. Le Royaume-Uni restera toutefois soumis au droit de l'UE et à la Cour de justice de l'UE jusqu'à la fin de la transition. Le négociateur en chef de l'UE Michel Barnier est en discussions avec les Etats membres pour définir un mandat de négociation pour la relation future, en particulier au niveau commercial, estimant que le divorce aurait des «conséquences négatives» et que les négociations ne serviraient qu'à «limiter les dégâts». M. Johnson «a clairement indiqué qu'il veut un accord de libre-échange de type canadien sans alignement». Les pays de l'est de l'Europe attachent ainsi une grande importance aux biens industriels. D'autres, comme le Luxembourg, aux services financiers. La France, le Danemark, l'Irlande, la Belgique et les Pays-Bas tiennent, eux, à garder leur accès aux eaux britanniques pour la pêche. La pêche devrait d'autant plus animer les discussions que Bruxelles semble conditionner l'ouverture des négociations purement commerciales à un accord dans ce domaine. Pas de cérémonie protocolaire pour le retrait des drapeaux britanniques, mais un exemplaire du traité serait conservé au Musée de l'Histoire européenne à Bruxelles, a promis une porte-parole du Parlement.

RUSSIE: Arrestation de cinq ex-policiers dans l'affaire du journaliste Golounov

La justice russe a annoncé hier l'arrestation de cinq ex-policiers qui avaient interpellé en 2019 le journaliste Ivan Golounov, accusé de trafic de drogue dans une affaire qui a fortement mobilisé la société civile, selon des sources médiatiques locales.

Journaliste du site internet d'information Meduza, réputé pour ses enquêtes sur la corruption à la mairie de Moscou ou les malversations dans des secteurs comme le microcrédit et les pompes funèbres, Ivan Golounov avait été arrêté début juin 2019 par des policiers qui prétendaient avoir trouvé d'importantes quantités de drogue dans son sac à dos et dans son appartement. Finalement disculpé et libéré quelques jours plus tard suite à une mobilisation des médias et de la société civile russe, son cas est devenu un symbole de l'impunité dont jouissent les policiers corrompus en Russie.

Les cinq policiers qui l'avaient arrêté ont été démis de leurs fonctions après le scandale provoqué par cette affaire. Arrêtés mercredi, «ils sont en train d'être interrogés par les enquêteurs», a indiqué dans un communiqué le Comité d'enquête, l'organe chargé des principales affaires criminelles en Russie.

Alors qu'Ivan Golounov se plaignait ces derniers mois de la lenteur de l'enquête sur les agissements des policiers l'ayant arrêté, le président Vladimir Poutine avait annoncé en décembre en pleine conférence de presse annuelle que des poursuites pénales avaient été engagées contre eux. Deux hauts responsables policiers avaient également été limogés par Vladimir Poutine dans cette affaire, un dénouement rare en Russie où les services de sécurité et la police sont souvent accusés de monter des affaires de drogue de toutes pièces pour se débarrasser des voix critiques ou simplement pour atteindre leurs quotas mensuels d'arrestations. M. Poutine s'est toutefois prononcé contre un «nettoyage» global dans les rangs de la police russe.

ÉLECTIONS EN CRIMÉE : Sanctions de l'UE contre sept nouvelles personnes

L'Union européenne (UE) a sanctionné sept nouvelles personnes impliquées dans l'organisation d'élections en Crimée, selon un communiqué diffusé mardi.

Ces nouvelles sanctions visent des personnes qui ont organisé le 8 septembre 2019 des élections locales dans la République autonome de Crimée et à Sébastopol, le grand port de la péninsule. Les personnes visées sont notamment le Premier ministre de ce territoire annexé par la Russie à la suite d'un référendum en 2014, Iouri Gotsaniouk, le gouverneur de Sébastopol et plusieurs responsables de la commission électorale de cette ville. L'UE leur reproche d'avoir soutenu des actions ou mis en oeuvre des politiques qui compromettent ou menacent l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de la Crimée.

Cette décision porte à 177 le nombre total des personnes sanctionnées par l'UE qui a également gelé les avoirs de 44 entités dans le cadre de ce régime de sanctions, l'un des trois adoptés par l'UE qui considère cette annexion comme une «violation du droit international». Les autres régimes de sanctions concernent des mesures économiques contre la Russie ainsi que des «mesures restrictives» interdisant notamment les investissements en Crimée de sociétés établies dans l'Union.

AIN TÉMOUCHENT: La grève historique des huit jours revisitée

La wilaya de Ain Témouchent a commémoré mardi le 63^e anniversaire de la grève des huit jours des commerçants algériens (28 janvier/4 février 1957), à travers une exposition et une conférence revisitant ce fait historique.



Le chercheur en histoire Miloud Reguig a souligné, lors d'une conférence, que la guerre de Libération nationale ne s'est pas limitée à la lutte armée, mais a inclus aussi la diplomatie et les médias, les manifestations populaires et les grèves qui ont tous contribué à l'objectif de faire entendre la voix de la glorieuse révolution algérienne pour le recouvrement de la souveraineté nationale.

Le conférencier a qualifié la grève des huit jours des commerçants algériens «d'étape importante dans l'histoire de la guerre de libération nationale» ayant démontré la cohésion et l'attachement du peuple au Front de libération nationale (FLN) et son ar-

mée l'ALN et l'unité de l'action de lutte pour l'indépendance.

«La grève de huit jours fut précédée par une action de terrain d'approvisionnement du peuple en produits dont il a besoin pour pouvoir subir les retombées de la grève durant huit jours, dans un message clair au colonisateur qui tentaient par diverses méthodes d'intimidation et de violence de faire échec à cette grève, qui a eu écho national et international contribuant grandement au soutien de la cause algérienne et de sa glorieuse révolution», a-t-il souligné en substance. Pour sa part, le directeur de wilaya des moudjahidine d'Ain Témouchent, Mohamed Cherif Kaddour, a af-

firmé que la commémoration de cet anniversaire vise à tirer les leçons d'une telle position à laquelle tout le peuple algérien avait adhééré exprimant son attachement à la cause nationale et à prendre comme l'exemple par les jeunes.

Cette commémoration, organisée par le Centre culturel islamique d'Ain Témouchent, a donné lieu à une exposition de photos sur la grève de huit jours et à un hommage à un nombre d'artisans, de moudjahidine et de partenaires sociaux lors d'une cérémonie organisée à cette occasion en collaboration avec l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA).

ORAN: L'Andalousie à travers le l'ouvrage «Nafh Ettib» d'El Makkari thème d'une conférence nationale prochainement

Le thème de l'Andalousie à travers le livre «Nafh Ettib» d'El Makkari sera au centre d'une conférence nationale aujourd'hui à l'université d'Oran 1 «Ahmed Benbella», a-t-on appris mardi des organisateurs.

Cette rencontre, organisée à l'initiative du laboratoire «Histoire d'Algérie» à la faculté des sciences humaines et islamiques, verra la participation d'universitaires de différentes wilayas du pays.

L'objectif de cette conférence nationale est de rappeler aux générations les réalisations des Musulmans d'Andalousie et leurs contributions civilisationnelles, en plus de mettre en exergue

le livre «Nafh Ettib» dans l'histoire de l'Andalousie, a-t-on souligné. Une série de communications seront présentées à cette occasion, abordant les sources d'El Makkari dans la rédaction de son livre «Fi Ghosn El Andalous Ratib», le message d'El Chakandi sur les vertus de l'Andalousie et les savants cités dans le livre d'El Makkari, l'agriculture en Andalousie à travers l'étude des possibilités et caractéristiques ainsi que les villes d'Andalousie notamment celle de Zahra.

Cette conférence est organisée à l'occasion de l'anniversaire de la proclamation du kalifat ommeyyade par Abderrahmene En-Nacer lidine Al-

lah en 316 de l'hégire (17 janvier 928). Abou El Abbas El Makkari Et-Tilimsani (1578-1631), natif de la ville de Tlemcen, fut un des érudits de la pensée en Algérie à l'époque ottomane. Parmi ses ouvrages les plus célèbres «Voyage du Maghreb vers l'Orient», «Azhar Eriyadh fi Akhbar El Kadi Ayadh» et «Hosn Ethana fil aafw». Il a consacré son livre «Nafh Ettib min ghosn El Andalous Ratib», citant le ministre «Lissan-Eddine Ibn El Khatib», à l'écriture de l'histoire et de la civilisation de l'Andalousie en se référant à de grands ouvrages et en adoptant des sources historiques d'Andalous et autres.

APS

PUBLICITÉ

Publicité

BD

«Raygor, un super-héros à Alger» de Si-Saber Mahrez

Un album de bande dessinée retraçant le parcours algérois de l'officier polonais de renseignement militaire, Mieczyslaw Slowikowski, espion en chef des forces alliées en Afrique du Nord pendant la deuxième guerre mondiale, a été édité récemment par le dessinateur Si-Saber Mahrez sous le titre «Raygor, un super-héros à Alger».

Publié aux éditions Dalimen», cet album de BD en langue française a été réalisé suite à un concours organisé par l'ambassade de Pologne à Alger et le commissariat du Festival international de la Bande dessinée d'Alger (Fibda), pour la meilleure adaptation de l'histoire de cet officier connu sous le nom de code «Raygor». Cette œuvre de 16 planches restitue le parcours algérois de Raygor depuis son arrivée à Alger en juillet 1941 et la création de la cellule de renseignement Allié d'Afrique du Nord, installée dans un hôtel de la capitale. L'album illustre, dans un style de BD européen sans aucun dialogues, les différentes étapes de structuration de ce bureau de renseignement, à commencer par la création d'une entreprise commerciale par Raygor, en guise de couverture à ses activités d'espionnage et d'officier-recruteur.

Parcourant toute l'Afrique du nord pour ses soi-disant activités commerciales, l'officier polonais parvient à infiltrer l'armée française, en recrutant même des agents dans ses propres rangs, et à mettre sur pied des réseaux d'espionnage dirigés par d'autres agents polonais.

L'objectif de cette organisation était de surveiller les mouvements des navires de guerre français et faciliter le débarquement des Alliés



en Afrique du Nord, lors de la fameuse «Opération Torch». L'agence de renseignement de Raygor a contribué à neutraliser l'armée de Vichy -du nom du gouvernement français collaborateur de l'Allemagne nazie- pour permettre le débarquement, en Algérie et au Maroc en novembre 1942, de plus de 100 000 soldats des forces alliées.

A la fin de la guerre Roygor est décoré de l'Ordre de l'empire britannique pour sa contribution à la campagne Allié en Afrique du Nord. Sur la même lancée, l'ambassade

de Pologne à Alger a également édité un guide illustré, en français et en polonais, de la ville d'Alger sur les traces de Mieczyslaw Slowikowski, réalisé par l'artiste polonais Jędrzej Jelenski.

Ce guide de la capitale revient sur des lieux comme la basilique Notre-Dame d'Afrique, l'hôtel St-Georges (El Djazaïr, actuellement), et autres cafés et restaurants, tous témoins des activités secrètes de l'officier Mieczyslaw Slowikowski et de ses agents sous-traitants, durant son séjour algérois.

SIDI BEL-ABBÈS: Nécessité de mettre en place de véritables mécanismes de traduction des textes du théâtre algérien

Les participants au premier colloque national sur «la propriété intellectuelle et traduction théâtrale en Algérie», ouvert mardi à Sidi Bel-Abbès, ont insisté sur la nécessité de mettre en place de véritables mécanismes de traduction des textes du théâtre algérien à d'autres langues.

Le doyen de la faculté de lettres et langues de l'université «Djillali Liabès» de Sidi Bel-Abbès, Agag Kada a indiqué que l'intellectuel en particulier et le citoyen occidental en général méconnaissent la réalité culturelle et théâtrale algérienne, ce qui nécessite la mise en place de mécanismes efficaces de traduction des textes de théâtre algériens dans différentes langues étrangères.

L'intellectuel algérien et arabe connaissent plus sur la culture française et anglaise que la sienne, a-t-il fait remarquer, soulignant que ce déficit dans la transmission du savoir et de la culture fait que l'Occidental méconnaît l'Algérien et sa culture.

Les participants à ce colloque ont appelé à ouvrir des perspectives de dialogue entre les civilisations et les cultures et à encourager l'Occident à découvrir la véritable culture algérienne en offrant de nouveaux horizons à la traduction, à la recherche intellectuelle et à l'économie qui peut profiter grâce à l'animation touristique et culturel. Les intervenants ont traité de plusieurs axes abordant, notamment, les règlements et lois générales relatives à la protection de la propriété intellectuelle, au droit d'auteur et à la responsabilité juridique, ainsi que le statut de l'auteur traducteur et la traduction théâtrale de la langue arabe à des langues étrangères.

Cette rencontre de deux jours, initiée par le laboratoire du texte théâtral algérien et étude des dimensions intellectuelles et esthétiques et le laboratoire de la critique et études littéraires et linguistiques de l'université «Djillali Liabès» de Sidi Bel-Abbès en collaboration avec les directions de la culture et la jeunesse et des sports et le Théâtre régional de Sidi Bel-Abbès, a enregistré la participation d'universitaires, artistes, metteurs en scène, dramaturges hommes de lettres et intellectuels.

PUBLICITÉ

BECHAR:

Hommage à l'artiste Nora Gnawa et au groupe de musique et chants féminin "Zafanate"



Un vibrant hommage a été rendu dans la soirée de mardi à l'artiste Nora Gnawa ainsi qu'à «Zafanate de Bechar», un groupe de musique et chant féminin, et ce au cours d'une soirée artistique initiée par l'association locale culturelle «Saharienne» à la maison de culture de Bechar.

«Nous avons organisé un hommage à ces artistes-femmes qui contribuent, chacune dans son style musical, à sauvegarder le patrimoine culturel et artistique de la Saoura», a affirmé le président de l'association à cette occasion.

Nora Gnawa, qui est présente sur la scène artistique locale et nationale depuis

plus de 20 ans avec à son actif trois albums et plusieurs représentations artistiques dans le pays et à l'étranger (France, Ethiopie, Maroc et Allemagne) ou elle chante dans le registre du répertoire Diwane ainsi que le chant populaire de la Saoura, «mérite cet hommage de par ses contributions à la valorisation du patrimoine culturel de la région», souligne Nouredine Rahou. «En honorant cette artiste et les membres de la troupe de Zafanate, nous avons salué des artistes-femmes élevant la promotion d'expressions artistiques plus que millénaires, ce qui contribue à la pérennisation d'un pan

important de la culture locale et nationale», a-t-il ajouté. Un public nombreux a pris part à cette manifestation qui a été marquée par le passage sur scène de Nora Gnawa et des «Zafanate», qui ont une fois encore charmé le public par leur chant et musique puisés dans les traditions musicales du Diwane et populaire de la région de la Saoura. Des cadeaux honorifiques ont été offerts à ces artistes, à l'occasion de cet hommage de leur vivant et ce comme signe de reconnaissance à leur talent et à leur concours à la préservation du patrimoine culturel et artistique de la région.

Publicité

Programme de la soirée

TF1 20:05

france 2 20:05

france 3 20:00

CANAL+ 20:00

6 20:05

Munch

Réalisé par Laurent Tuel



Un soir en sortant d'une librairie, Hubert se fait renverser par une voiture. Munch et ses collègues s'interrogent : s'agit-il d'un accident ou d'une tentative d'assassinat ? Munch cherche à découvrir la vérité en se replongeant dans le dossier d'un meurtre d'un professeur de littérature dans un parc. Une jeune avocate fait le forcing pour intégrer le cabinet qui a besoin de se réorganiser le temps de la convalescence d'Hubert et de s'agrandir. De son côté, Clarisse, qui prépare le concours du barreau, attend Gaspard pour lui parler.

Vous avez la parole



Après plus de deux ans de silence médiatique, François Fillon, ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy, est, ce soir, l'invité exceptionnel du magazine politique. Il sort de sa réserve avant son procès, prévu du 24 février au 11 mars prochain, sur l'affaire des emplois fictifs concernant son épouse, Pénélope Fillon, comme attachée parlementaire. L'ancien candidat à la présidence de la République - il a été éliminé en avril 2017 au premier tour avec 20 % des voix derrière Emmanuel Macron et Marine Le Pen - répond aux questions de Léa Salamé et Thomas Sotto.

Un petit boulot



Jacques Scoran mène une existence simple et heureuse jusqu'à la fermeture de l'usine qui l'employait. Dans la ville désindustrialisée où il vit avec ses amis Tom et Jeff, l'emploi se fait rare. A bout de solutions, Jacques accepte la proposition d'une de ses connaissances, Gardot : celui-ci lui demande, contre une forte somme, de tuer sa femme, qui le trompe. Une fois le crime accompli, l'existence de Jacques bascule.

Our Boys



Trois adolescents israéliens qui faisaient de l'auto-stop près de Goush Etzion, en Cisjordanie, n'ont plus donné de signe de vie depuis une journée. Aucune piste n'est privilégiée par les enquêteurs. Mais il apparaît rapidement que les garçons ont été kidnappés. Ce drame plonge la nation dans l'effroi et l'unité dans la prière. Tout le monde espère que les jeunes gens vont être retrouvés. Mais au fil des jours, l'espoir s'amenuise..

FBI

Réalisé par Nicole Rubio



Martin Vickers est un trafiquant d'armes international qui utilise les services d'un courtier, Otan Reis. Devenu informateur pour le FBI, celui-ci se fait assassiner. Malgré les réticences de Dana, l'agent Omar Zidan prend alors son identité et se lance dans une opération sous couverture pour tenter de neutraliser Vickers qui doit effectuer une vente d'envergure. Maggie et leur ancien instructeur, Rowan Quinn, lui prêtent main-forte. Ce dernier semble avoir un vieux contentieux avec Omar, ce qui complique leur collaboration.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2375

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

7	2		4															
9						1				3	6	7		1 2				
4						8		9		4	9	8		5				
					6					5	3			2		9		
		1		2	7	5				9					7			
	4		8	5		6					2		1			4		
		9					3		8				2			3 5		8
	1	6		7	9		5	4	9									
5			6				8				2							9
									1				7					
															4			6 8 3
				5												9		6 1
8			1				9					1 5 6 7						
	6				2	8	4	5		2			9					2
4				1								9 1						6 2
		9														7		9
							3						7					6 8 5 4
6	8	2		4										6				5
		2			5	1												9
			7					9					8					2
													8 3					4 7

«Quand on veut on peut,
quand on peut on doit.»
Napoléon Bonaparte

Mots croisés n°2375

Horizontalement :
 1 - Explosion
 2 - Pincée - Poussé
 3 - Bossera dur - Déesse de pharaon
 4 - Tête de mule - Grains de grenier
 5 - Distraction - Rendre rauque
 6 - Coup dans le pif - Point de la rose
 7 - Repère côtier - Agile pyrénéen
 8 - Ne te mettras pas à table - Etablissement de bains
 9 - Sorti de l'oeuf - Nom de mon ancien mari - Visiblement émacié
 10 - Situé sur le dessus du panier - Enchaîna

Verticalement :
 A - Belle bonbonne
 B - Provient - Produit d'ouvrières
 C - Riche
 D - Sujet de sélénologie - Gare
 E - Armes de brochet - Orienta
 F - Dirigerai
 G - Lanza ses sabots - Point de saignée - Matière de pépîte
 H - Manillon - Militaire familial
 I - Traiteras le chanvre
 J - Cristal de cuisine - Combat singulier
 K - Sautées - Fait du tort
 L - Vraiment démunis - Détentit

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											



BASKET-BALL / NATIONALE UNE (9E J - MATCH AVANCÉ) :

Victoire du GS Pétroliers devant le GC Cosider (66-43)

Les joueuses du GS Pétroliers se sont imposées devant leurs homologues du GC Cosider sur le score de 66 à 43, en match avancé de la 9e journée du Championnat de Nationale Une (dames) de basket-ball, disputé mardi à Alger.

À la faveur de cette victoire, les Pétrolières consolident leur place de leader avec 18 points et restent invaincues, alors que le GC Cosider occupe le 4e rang avec 13 points.

Cette rencontre de la 9e journée a été avancée à cause de la participation des Pétrolières à la 5e édition Jeux arabes des clubs féminins de Sharjah (Emirats arabes unis), prévue le 2 au 12 février.

Les autres rencontres de la 9e journée de la Nationale Une dames ont été programmées samedi, selon le programme de la FABB.

Mardi :

GC Cosider - GS Pétroliers 43-66

Samedi (15h00) :

JF Kouba - Hussein-Dey Marines

OC Alger - RC Bordj Bou Arréridj

MT Sétif - USA Batna

Classement :	Pts	J
1). GS Pétroliers	18	9
2). MT Sétif	15	8
3). RCBB Arréridj	14	8
4). GS Cosider	13	9
5). HD Marines	12	8
6). OC Alger	10	8
7). JF Kouba	10	8
8). USA Batna	8	8

DOPAGE/CANOË :

La Canadienne Laurence Vincent-Lapointe blanchie

La Canadienne Laurence Vincent-Lapointe, multiple championne du monde de canoë en ligne, provisoirement suspendue pour dopage, a été blanchie par la Fédération internationale de canoë (ICF).

Fin août, la Canadienne de 27 ans, sacrée championne du monde à onze reprises, avait été suspendue provisoirement pour avoir été contrôlée «positive à une substance interdite», le ligandrol, un stéroïde anabolisant, juste avant les Championnats du monde 2019. Mais lundi, l'ICF a annoncé avoir levé cette suspension. L'ICF, qui a d'abord mis en avant «les minuscules traces de ligandrol» relevées dans l'échantillon, a expliqué que la Canadienne avait été «victime d'une contamination par une tierce personne» et a ainsi «accepté qu'elle n'était pas au courant de la prise de cette substance».

Laurence Vincent-Lapointe, six fois championne du monde en C1 sur 200 m, quatre fois en C2 sur 500 m et une fois en C1 sur 5000 m, peut donc «immédiatement reprendre l'entraînement et la compétition», a ajouté l'ICF.

APS

BOXE/CHAMPIONNATS ARABES (CADETS) : Avec 12 médailles dont 5 en or, l'Algérie sacrée par équipes

La sélection algérienne cadets garçons de boxe, avec 12 médailles (5 or, 3 argent et 4 en bronze), a été sacrée championne arabe par équipes, à l'issue des finales de la compétition qui a pris fin mardi au Koweït.

Sur les huit boxeurs engagés aux finales du rendez-vous arabe, l'Algérie a réussi à décrocher cinq médailles d'or et 3 en argent, terminant ainsi à la première place par équipes devant l'Égypte (2e place) et la Syrie (3e). Les cinq médaillés d'or sont : Lakache Soltane (48 kg), Benmehani Youcef (50 kg), Lameche Abderahmane (52 kg), Selmi Abdelkader (54 kg) et Benaïssa Abdelkader (56 kg).

Les boxeurs, Touati Mohamed Merouane (60 kg), Bensot Mohamed (63 kg) et Kanouni Oussama (75 kg) se sont contentés de l'argent.

Par ailleurs, les pugilistes, Aïche Fouad (80 kg), Houasni Aymen (66 kg), Kaïber Mohamed (70 kg) et Khelifa Anis (+80 kg) ont décroché la médaille de bronze. Treize (13) boxeurs de la sélection algérienne cadets (garçons) ont



pris part aux Championnats arabes, sous la conduite du staff technique national composé des entraîneurs Brahim Kechida et Hamadache Brahim.

FESTIVAL NATIONAL DE «SPORT FÉMININ AU SUD» :

420 sportives attendues à la 3e édition à Biskra

Pas moins de 420 sportives issues de plusieurs wilayas du pays prendront part aux compétitions de la 3e édition du festival national de «sport féminin au Sud», qui se tiendra du 31 janvier au 2 février prochain dans la ville de Biskra, apprenait-on mardi de la présidente de la section de wilaya de l'association nationale de promotion et de développement du sport féminin.

En plus de la promotion de la pratique sportive dans les milieux féminins en Algérie, notamment dans le Sud du pays, cet évènement sportif susceptible d'animer

la scène sportive locale constitue «un espace adéquat pour les sportives de plus de 18 ans qui participeront à ce festival en vue de démontrer leurs capacités physiques», a affirmé Yasmina Hamadou à l'APS.

Le programme de ce festival national comprendra des compétitions d'animation dans un certain nombre de sports d'équipe tels que le basket-ball (3 contre 3), le cross-country et la natation, selon la même source.

Des délégations sportives féminines issues de 42 wilayas du pays participeront

à ce festival, a fait savoir la même responsable. Par ailleurs, des excursions seront organisées en marge des activités sportives dans les structures sportives de l'Ecole régionale de sports olympiques d'El Alia (basket-ball et natation) du chef-lieu de wilaya et de la région d'El Kanara (cross-country), selon Mme Hamadou.

A signaler que ce festival national est supervisé par l'association nationale de promotion et de développement du sport féminin en coordination avec la section locale de cette association et la direction de la jeunesse et des sports (DJS).

OPEN D'AUSTRALIE :

Simona Halep balaie Anett Kontaveit et rejoint les demi-finales

Simona Halep, 3e mondiale, n'a fait qu'une bouchée d'Anett Kontaveit (31e) 6-1, 6-1 hier en 53 minutes et s'est ainsi qualifiée, pour la 2e fois de sa carrière, pour les demi-finales de l'Open d'Australie.

«J'ai beaucoup travaillé pendant l'intersaison et je me sens beaucoup plus forte en ce dé-

but de saison que les années précédentes», a déclaré la Roumaine de 28 ans, ex-N.1 mondiale et finaliste à Melbourne en 2018.

Cette finale perdue contre Caroline Wozniacki «n'a pas été négative du tout», a assuré Halep. «Ce match m'a aidée à gagner mes deux tournois du

Grand Chelem (Roland-Garros 2018 et Wimbledon 2019, ndlr), et peut-être le troisième... mais c'est encore très loin», a-t-elle ajouté. La Roumaine affrontera pour une place en finale l'Espagnole Garbine Muguruza (32e) ou la Russe Anastasia Pavlyuchenkova (30e). «Je ne regarderai pas l'autre demi-fi-

nale. Je vais me reposer, aller me promener et faire du shopping, comme tous les jours. Ça m'a porté chance jusque-là!», a-t-elle déclaré. Elle est la dernière joueuse en lice à n'avoir toujours pas perdu le moindre set depuis le début du tournoi, soit désormais en 5 matchs.

OPEN D'AUSTRALIE :

Garbine Muguruza rejoint Simona Halep en demi-finales

L'Espagnole Garbine Muguruza, 32e mondiale, a battu la Russe Anastasia Pavlyuchenkova (30e) 7-5, 6-3 et affrontera la Roumaine Simona Halep (3e) en demi-finales. «Je la connais depuis longtemps, alors je sais que ce sera difficile», a commenté au sujet de sa prochaine adversaire l'ex-N.1 mondiale qui n'avait encore jamais atteint les demies à Melbourne. Face à Pavlyuchenkova, elle a souligné à quel point le gain du premier set avait été crucial car si elle a mis 56 minutes pour le remporter, la seconde manche a été plus facile (37 minutes).

«Le premier set a été très dur, il a duré environ une heure. C'était une première manche très importante et je suis très contente de l'avoir gagnée», a commenté la joueuse de 26 ans. «Il a fallu que je m'adapte aux circonstances», a-t-elle souligné en référence notamment au soleil

éblouissant qui posait problème en particulier au service. «Mais c'était pareil pour elle», a-t-elle ajouté. Muguruza a remporté deux tournois du Grand Chelem (Roland-Garros 2016 et Wimbledon 2017), mais elle n'avait plus atteint les demies

d'un Majeur depuis Roland-Garros en 2018. Et, à Melbourne, elle n'est pas tête de série pour la première fois dans un tournoi du Grand Chelem depuis Roland-Garros 2014 où elle avait atteint les quarts de finale en étant 35e mondiale.

BASKETBALL

Kobe Bryant officiellement identifié parmi les victimes de l'accident

Le corps du joueur Kobe Bryant a été identifié parmi les neuf corps retrouvés dans les débris de l'hélicoptère qui s'est écrasé dimanche près de Los Angeles, ont annoncé mardi les services du médecin légiste du comté.

L'ex-star de la NBA a pu être identifiée grâce à ses empreintes digitales, de même que deux autres hommes et une femme, présent-ils dans un communiqué.

Les enquêteurs travaillent encore à l'identification des cinq défunts restants, parmi lesquels la fille de Kobe Bryant, Gianna, âgée de treize ans.

TRANSFERT : Zeffane vers Krylia Sovetov Samara en Russie (presse)

Le défenseur international algérien Mehdi Zeffane, libre de tout engagement depuis l'été dernier, va s'engager avec le club russe de Krylia Sovetov Samara (Div.1), a annoncé hier le quotidien *L'Equipe*.

Libre depuis la fin de son contrat avec Rennes, en juin dernier, Zeffane (27 ans) va rebondir en Russie, pour s'engager jusqu'au 31 décembre 2021 avec le club russe, actuel 15e et avant-dernier au classement du championnat Russe (18 points). Le championnat en Russie observe actuellement la traditionnelle trêve hivernale, avant la reprise fixée au 28 février prochain.

Zeffane n'avait pas trouvé un point de chute depuis la fin de son bail avec le club breton avec lequel il a remporté la Coupe de France, suivie trois mois plus tard par la CAN-2019 décrochée avec l'équipe nationale en



Egypte. Ayant débuté la CAN-2019 sur le banc, Zeffane a intégré l'Onze de départ de-

puis le match des quarts de finale face à la Côte d'Ivoire (1-1, aux t.a.b : 4-3), suite à la

blessure contractée par Youcef Atal (OGC Nice/ France) au niveau de l'épaule.

LIGUE 1 FRANÇAISE (ANGERS SCO) : 6 semaines d'absence pour El-Mellali (club)

Le milieu offensif international algérien d'Angers SCO Farid El-Mellali, victime d'une entorse interne du genou gauche, devra s'éloigner des terrains pendant une période estimée à six semaines, a annoncé hier le club pensionnaire de Ligue 1 française de football sur son compte Twitter.

«Les examens médicaux que Farid El-Mellali a passé ont confirmé une entorse interne du genou gauche.

Le jeune feu follet scoiste sera donc absent des terrains pour une durée estimée à six semaines», écrit le club dans un communiqué.

El-Mellali (22 ans) s'est blessé samedi dernier lors du match en déplacement face à l'Olympique Marseille (0-0), dans le cadre de la 21e journée du championnat.

Il a cédé sa place à la demi-heure de



jeu. Sa saison aura été ponctuée par plusieurs blessures (tendinite, fracture d'un orteil...). Il a été titularisé seulement

quatre fois en Ligue 1 depuis le mois d'août.

Avant son match à Marseille, il restait sur un doublé signé Rouen (4-1), dans le cadre des 16es de finale de la Coupe de France.

Il a déclaré logiquement forfait mardi, lors de l'élimination de la formation angevine à domicile face au Stade rennais (4-5 AP), en 1/8e de finale de la Coupe de France.

El-Mellali (2 sélections) s'était engagé avec Angers en 2018 pour un contrat de quatre ans, en provenance du Paradou AC (Ligue 1/ Algérie), où il avait été formé.

Au terme de la 21e journée du championnat, Angers occupe la 9e place au classement avec 30 pts, à trois longueurs de retard des places européennes, et à 22 points du leader le Paris SG.

MONDIAL FÉMININ-U20/ELIMINATOIRES (PRÉPARATION) : Sélection algérienne-FC Akbou (2-1)

La sélection féminine algérienne de football des U20 s'est imposée face au FC Akbou sur le score de 2-1, mi-temps 0-0, lors d'un match d'application joué sur le terrain Abdelhamid Kermali, au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa. Inscrit dans le cadre de la préparation de la sélection nationale au match retour du 1er tour, des éliminatoires de la Coupe du monde des U20 féminines 2020, contre le Soudan du Sud (match aller remporté par les Algériennes 5-0 à

Kampala), le match a permis au staff technique composé du sélectionneur d'Ahmed Laribi et de Nadia Bellala d'évaluer le degré de préparation et de disponibilité d'un maximum de joueuses. Malgré une domination de la sélection féminine lors de la première mi-temps, les deux équipes ont regagné les vestiaires sur un score vierge. En seconde partie, le match s'est animé et les deux équipes voulaient trouver la faille, chacune dans la défense adverse, et c'est la

sélection nationale qui a réussi à inscrire deux buts par Imène Azib (60') et Ghania Ayadi (72'), avant que le FC Akbou ne parvienne à réduire le score par Feriel Aitour avant la fin d'une rencontre très disputée. Le stage de la sélection se poursuivra, jeudi avec no-



tamment une séance de récupération et une autre de musculation et un entraînement technico-tactique, dans l'après midi.

SÉLECTION U17: 2e phase de préparation de la sélection algérienne (FAF)

La sélection algérienne de football des U17 a entamé sa deuxième phase de préparation par un stage qui prendra fin aujourd'hui, en prévision du tournoi UEFA ASSIST de Tirana, en Albanie, du 23 février au 1er mars 2020, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF).

Ce regroupement intervient après un premier (20-23 janvier) qui a eu lieu au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, où elle avait

disputé deux matchs contre l'USM Alger et l'Académie de la FAF.

Pour cette seconde phase de préparation, le staff technique des U17 a convoqué 25 joueurs:

Abdelaziz Boumengouch, Ouannisse Bouzahzah, Adem Laroussi, Mohamed Kerroum, Abderrouf Salmi, Mohamed Anis Bekhouche, Mohamed Rafik Omar, Salah Eddine Zaoui (Académie FAF), Zakaria Ait Ziane (ES Sétif), Amayas Boudedja (JS Kabylie),

Fouad Hanfoug, Mohamed Islam Benmechta, Ibrahim Belas et Merouane Benmansour (CR Belouizdad), Abdelghani Laallam, Omar Safir, Mohamed Abdelaziz Mallek, Rafik Moataz Zaimeche, Abdelhadi Belbachir et Anes Guerat (Paradou AC), Abdelmalek Belkebir (USM Alger), Brahim Cheroudi (ASO Chlef), Imad Brahimi (WA Tlemcen), Amine Sediki (JS Saoura) et Mohamed Khalil Ouazani (MSP Batna).

AMICAL : L'US Biskra battue par le Club Africain 3-1

La formation algérienne de l'US Biskra (Ligue 1 algérienne de football) a été battue par son homologue du Club Africain (Tunisie) sur le score de 3 à 1, en match amical disputé hier à Aïn-Draham, en Tunisie.

Les buts de la rencontre ont été inscrits par Bassirou Compaore, Moataz Zemzmi et Sabeur Khelifa (s.p.) pour le Club Africain, tandis que Salah Seghaier a réduit l'écart pour l'US Biskra.

L'US Biskra, lanterne rouge du championnat d'Algérie, se déplacera le 6 février prochain à Bologhine (Alger) pour y affronter le Paradou AC, dans le cadre de la 16e journée de Ligue 1 algérienne de football.

FRAUDE DANS LE FOOT BELGE: Le siège du Standard de Liège perquisitionné par la police

La police belge a effectué hier des perquisitions au siège du Standard de Liège et au domicile du président du club Bruno Venanzi, dans le cadre d'une enquête sur des soupçons de fraude lors de transferts de joueurs, selon des sources proches du dossier, citées par des médias.

Ces perquisitions sont liées aux investigations sur les agissements suspects de l'agent de joueurs belge Christophe Henrotay, a indiqué l'agence AFP, confirmant ainsi des informations de la chaîne RTBF.

Christophe Henrotay, connu notamment pour être l'agent de Thibaut Courtois, gardien de but du Real Madrid et des «Diables Rouges», avait été interpellé en septembre à Monaco - où il réside -, dans le cadre d'une enquête conduite par le juge bruxellois Michel Claise.

Visé par un mandat d'arrêt de la justice belge, il est en liberté sous contrôle judiciaire dans la Principauté.

L'avocat avait indiqué en septembre que M. Henrotay était prêt à venir s'expliquer en Belgique pour «répondre aux accusations infondées dont il fait l'objet».

Christophe Henrotay, décrit par les médias belges comme un des agents les plus puissants du pays, est le fils de Roger Henrotay, ancien footballeur international belge qui fut aussi joueur puis dirigeant au Standard de Liège.

Selon la RTBF, les enquêteurs s'intéressent aujourd'hui aux commissions versées à l'agent dans le cadre de transferts impliquant le Standard.

Son président Bruno Venanzi «est suspecté d'irrégularités dans le cadre de plusieurs transferts de joueurs arrivant ou quittant» le club, ajoute la chaîne sur son site.

Selon Me de Béco, M. Henrotay «ne sait pas ce qu'on reproche à M. Venanzi mais confirme qu'il n'a pas été impliqué dans une quelconque fraude, y compris avec celui-ci».

Ce dossier instruit par le juge Claise avait déjà donné lieu à deux séries de perquisitions, d'abord fin avril 2019 aux sièges d'Anderlecht et de la Fédération belge de football (dans la région bruxelloise), puis les 10 et 11 septembre en Belgique, à Londres et à Monaco.

Deux personnes ont été inculpées en septembre: l'ex-manager général du club de football d'Anderlecht (2003-2018), Herman Van Holsbeek, et le principal associé de Christophe Henrotay en Belgique, Christophe Cheniaux.

APS

COUPE DE LA LIGUE ANGLAISE:

Aston Villa en finale 10 ans après

Aston Villa s'est offert une finale de Coupe de la Ligue à Wembley en l'emportant 2-1 face à Leicester à Birmingham mardi en demi-finale retour (1-1 à l'aller).

Une douce parenthèse pour le promu en Premier League, en difficultés en championnat, qui retrouvera le 1er mars la finale de Coupe de la Ligue dix ans après sa dernière apparition à ce niveau qui s'était soldée par une défaite (2-1) face à Manchester United en 2010.

Un but 100% égyptien a délivré Villa Park au bout du temps additionnel: un centre de l'entrant Ahmed Elmohamady pour son coéquipier Trézéguet (90e+3) qui a propulsé le 16e de Premier League à Wembley.

Alors que deux points seulement les séparent du premier relégable, Jack Grealish et ses coéquipiers ont fait tomber le troisième de Premier League.

Leicester a pourtant empilé les tirs, 22 exactement, soit plus du double de son adversaire. Mais même l'égalisation tardive de l'attaquant des Foxes Kelechi Iheanacho (72e) après un centre rasant de Harvey Barnes n'aura pas suffi à éteindre Villa Park.

Aston Villa, qui n'a plus étoffé son armoire à trophées depuis 1996 et une victoire en Coupe de la Ligue, avait parfaitement lancé son match après le bon résultat obtenu à l'aller à Leicester (1-1).

Dès l'entame, le piston gauche des Villans Matt Targett a trouvé la cible dans un angle particulièrement fermé et a trompé Kasper Schmeichel d'une demi-volée à l'angle des «six mètres» (12e).

Une action initiée par un geste de classe de l'espoir du football anglais Jack Grealish, qui postule toujours à une première sélection avec les «Three Lions» à 24 ans.

Dans l'autre demi-finale, entre Manchester United et City hier, les Red Devils, corrigée 3-1 à Old Trafford par leurs rivaux Citizens à l'aller, doivent réussir un autre exploit face au tenant du titre à l'Etihad pour se hisser en finale le 1er mars.

COUPE D'ITALIE: L'AC Milan rejoint la Juventus en demi-finale

L'AC Milan s'est qualifié mardi pour les demi-finales de la Coupe d'Italie, où il affrontera la Juventus, en battant le Torino 4-2 après prolongation, au terme d'un match débuté par un hommage à Kobe Bryant.

Décédé dimanche dans un accident d'hélicoptère, la star mondiale du basket avait passé une partie de son enfance en Italie et était un supporter revendiqué du Milan.

Avant le début du match, un premier hommage lui a été rendu, avec sur les écrans géants des photos le montrant aux côtés de sa fille Gianna, elle aussi tuée dans l'accident.

À la 24e minute - comme son numéro de maillot aux Los Angeles Lakers -, le stade s'est ensuite levé pour une minute d'applaudissements.

Sur le terrain, le match est resté indécis jusqu'au début de la deuxième période de prolongation, quand Milan a accéléré et marqué deux buts coup sur coup par Calhanoglu (106e) et Ibrahimovic (108e), qui sont venus récompenser sa domination.

Mais les Rossoneri ne sont pas passés loin de l'élimination, puisque le but du 2-2 n'avait été inscrit par Calhanoglu qu'à la 90e minute.

Après, Milan avait ouvert le score par Bonaventura (12e), avant un doublé du défenseur central du Torino, Bremer (35e et 71e).

Au bout du compte, Milan confirme son retour en forme, puisque le club lombard restait sur quatre victoires d'affilée (trois en Serie A et une en Coupe), avant cette qualification. Pour le Torino, en revanche, les temps sont durs. Avant l'élimination de mardi, le club turinois venait en effet de subir un terrible 7-0 à domicile face à l'Atalanta Bergame.

Hier, le dernier quart de finale mettra aux prises l'Inter Milan et la Fiorentina. Le vainqueur ira à Naples en demi-finale.

APS

COUPE DE FRANCE: Belfort terrasse Montpellier, Monaco enfoncé par Saint-Etienne

Belfort, club de National 2 (4e division), a créé la sensation des huitièmes de finale de Coupe de France, en éliminant Montpellier mardi, tandis que Monaco, à la peine en Ligue 1, a chuté à domicile contre Saint-Etienne (défaite 1-0).

Poussés par leurs 4.500 supporters, les Belfortains sont venus à bout de Montpellier lors de la séance de tirs aux buts.

Après un raté de part et d'autre, le portier local Eddy Ehlinger a détourné la tentative de Damien Le Tallec à 4-4.

Et dans la foulée, le milieu de terrain belfortain Maxime Loïchot a pris Dimitry Bertaud à contre-pied pour plonger Belfort dans l'euphorie.

Dijon a bien failli subir le même sort face à Limonest, petit Poucet des huitièmes. Le club de la banlieue de Lyon, pensionnaire de National 3 (5e division), n'a craqué qu'à la toute fin de la prolongation face à Dijon (2-1). Ca va mal pour Monaco. L'ASM, 13e



de Ligue 1, n'a plus la Coupe de France pour se rattraper après son élimination à domicile face à Saint-Etienne (1-0). Malgré

l'arrivée de l'entraîneur Robert Moreno, Monaco n'a gagné qu'un seul de ses cinq derniers matches. Les Verts ont marqué l'unique

but de la rencontre sur un contre remarquable, avec Franck Honorat à la manœuvre et Denis Bouanga à la finition (24e).

COUPE DU ROI: Bilbao file in extremis en quarts

L'Athletic Bilbao est passé tout près de tomber en 8e de finale de la Coupe du Roi, avant d'arracher sa qualification aux tirs au but contre Tenerife, pensionnaire de deuxième division (3-3 a.p., 4 tab à 2).

Le club basque, réduit à dix d'entrée de jeu, a couru après le score tout le match et a bien failli rejoindre les rangs des neuf clubs de Liga tombés contre plus faibles qu'eux au tour précédent, dont l'Atlético Madrid.

L'ancien latéral droit du PSG Yuri

Berchiche a épargné une piteuse élimination à ses coéquipiers en égalisant au bout de la prolongation d'une puissante frappe (118e).

Lors de la séance des tirs au but, l'attaquant Asier Villalibre a délivré les Basques en prenant à contrepied le gardien de Tenerife après le raté du latéral adverse Shaquell Moore, dont le tir a été repoussé par la barre.

Une fin cruelle pour la formation canarienne: 18e de D2 et déjà tombeuse de Valladolid (D1) au tour pré-

cedent, Tenerife avait trouvé les ressources pour reprendre l'avantage en prolongation grâce à un penalty transformé en force par son jeune attaquant Dani Gomez (21 ans), prêt par le Real Madrid (105e+1).

Mercredi, le Real Madrid va affronter Saragosse, quatrième de D2, et Valence affronte la Cultural Leonesa, pensionnaire de troisième division et tombeur de l'Atlético Madrid au tour précédent. Jeudi, le FC Barcelone reçoit Leganés.

Des supporters de Manchester United s'en prennent à la maison d'un dirigeant

Des supporters mécontents de Manchester United ont inscrit mardi soir des graffitis sur la maison d'Ed Woodward, vice-président du club mancunien jugé responsable des déconvenues sportives de ManU.

Les supporters, masqués et faisant partie d'un groupe d'une vingtaine de fans selon le quotidien Daily Mirror, ont également lancé un feu d'artifice

en direction de la maison du dirigeant. Manchester United a indiqué dans un communiqué que la police de Manchester tentait d'identifier les auteurs de ces actes. «Nous savons que le monde du football sera derrière nous, alors que la police mène son enquête après ces actes injustifiables», ont indiqué les «Red Devils». «Toute personne reconnue coupable d'actes

criminels ou de s'être introduit dans cette propriété sera interdit à vie de stade par notre club et sera passible de poursuites. C'est une chose pour les supporters d'exprimer leurs opinions, c'en est une autre de causer des dégâts et de mettre en danger la vie d'autrui, c'est inexcusable», a prévenu le club. Manchester United est 5e au classement du Champion-

nat d'Angleterre avec 34 points, soit 33 de moins que le leader, Liverpool.

Des supporters qui insultent régulièrement Woodward durant les rencontres à domicile, reprochent à leurs dirigeants de privilégier les résultats financiers et de sacrifier les ambitions sportives, en renonçant à faire des acquisitions de joueurs de renom.

JO-2020 (QUALIFICATIONS/ DAMES) CORONAVIRUS : L'équipe chinoise mise en quarantaine en Australie

La délégation de l'équipe féminine chinoise de football, engagée aux éliminatoires des Jeux Olympiques JO-2020, a été mise hier en quarantaine dès son arrivée en Australie, par crainte de la propagation du coronavirus, rapportent les médias locaux.

L'équipe féminine chinoise a été placée en quarantaine dans un hôtel de Brisbane à son arrivée en Australie pour un match des éliminatoires des JO-2020 de Tokyo, de crainte de la propagation du nouveau coronavirus, ont annoncé les autorités.

«Elles ont été très coopératives, comme l'a été le consulat chinois», a déclaré à la chaîne ABC la cheffe du département de la Santé de l'Etat du Queensland, dont Brisbane est la



capitale, Jeannette Young. Ladite responsable a précisé qu'il s'agissait d'une mesure de précaution, soulignant qu'aucune joueuse ne présentait de symptômes de la maladie.

Le virus chinois, apparu en décembre sur un marché de Wuhan, dans le centre de la Chine, a déjà infecté quelque 5974 personnes et tué 132 autres.

**MILAN :
Piatek tout
proche du
Hertha**

En difficulté ces derniers mois, Krzysztof Piatek (24 ans, 21 matchs et 5 buts toutes compétitions cette saison) se rapproche de la sortie au Milan AC. D'après Sky Sport Italia, l'attaquant polonais pourrait rapidement s'engager en faveur du Hertha Berlin, qui a proposé 27 millions d'euros, plus 2 millions d'euros de bonus, pour le recruter. Une offre qui pourrait satisfaire les dirigeants lombards.



**JUVE :
Can d'accord
avec
Dortmund !**

Emre Can (26 ans, 8 apparitions en Serie A cette saison) au Borussia Dortmund, c'est de plus en plus chaud ! Dans

l'impasse avec la Juventus Turin, le milieu de terrain a trouvé un accord avec le club allemand, indique Bild ce mercredi. L'ancien joueur de Liverpool et le Bvb ont convenu d'un contrat de 4 ans et demi rémunéré à hauteur de 10 millions d'euros brut annuels.

Pour boucler cette transaction, les deux clubs doivent toutefois s'entendre sur les modalités du transfert. Alors que la Vieille Dame réclame 23 millions d'euros (hors bonus) dans le cadre d'un transfert sec, Dortmund tente de négocier un prêt avec option d'achat. Il reste un peu plus de 48 heures aux deux écuries pour trouver un terrain d'entente.

**BARÇA :
Bartomeu botte en
touche pour
Neymar**

Depuis son retour avorté l'été dernier, pas une semaine ne passe sans que la presse catalane n'évoque le possible come-back de Neymar (27 ans, 17 matchs et 15 buts toutes compétitions cette saison) au FC Barcelone en fin de saison. Interrogé à ce sujet par Mundo Deportivo, le président blaugrana, Josep Maria Bartomeu, a refusé de s'avancer.

"C'est la question récurrente que tout le monde nous pose depuis l'année dernière, mais je l'ai déjà dit : tant que nous n'aurons pas eu de réunions pour planifier la saison prochaine, on ne parlera pas de ce sujet, a coupé court le dirigeant. Pour la saison qui vient, nous n'avons pas encore parlé, je ne peux rien révéler. Nous sommes toujours ouverts à tout. Je préfère ne pas parler de joueurs des autres équipes. L'un est en Italie (Lautaro Martinez, attaquant de l'Inter Milan, également annoncé dans le viseur du Barça), l'autre en France. Ce sont deux grandes stars du football, jeunes, avec de belles trajectoires, mais, pour nous, il est encore prématuré de parler de la saison prochaine."

Difficile pour l'heure de connaître les intentions du Brésilien, actuellement en grande forme et pleinement concentré sur sa saison avec le PSG.

En quête d'un avant-centre efficace en vue de la saison prochaine, Manchester United regarde du côté de la Liga. D'après la Cadena SER, le club anglais souhaite recruter le buteur de Valence, Maxi Gomez (23 ans, 18 matchs et 9 buts en Liga cette saison).

Recruté pour 14 millions d'euros plus Santi Mina au Celta Vigo, l'attaquant uruguayen, qui vient d'inscrire un doublé contre le FC Barcelone (2-1), la semaine passée, pourrait faire l'objet d'une offre importante l'été prochain, alors que sa clause libératoire est fixée à 140 millions d'euros. Affaire à suivre.

**MAN
UTD
Un intérêt
pour Maxi
Gomez**



**VALENCE
Gameiro
veut rester**

Annoncé possible partant pour 14 millions d'euros cet hiver, Kevin Gameiro (32 ans, 14 matchs et 4 buts en Liga cette saison) devrait finalement rester au FC Valence. C'est en tout cas l'envie de l'attaquant français. La Cadena Ser, qui cite l'entourage de l'ancien Parisien, assure que le joueur ne bougera pas avant la fin du mercato, vendredi à minuit. Le nom du natif de Senlis, qui semblait poussé vers la sortie par son club, avait alimenté plusieurs rumeurs en France, qui annonçaient un possible retour au PSG en cas de départ d'Edinson Cavani et un intérêt de Lyon.

**AJAX :
Chelsea garde
un œil sur
Ziyech**

Sur le flanc en raison d'une blessure à un mollet, Hakim Ziyech (26 ans) ne quittera pas l'Ajax Amsterdam cet hiver. D'après ESPN, Chelsea a déjà pris rendez-vous pour l'été prochain afin de recruter le milieu offensif marocain, également pisté par Arsenal et Tottenham. Une porte de sortie qui pourrait intéresser le Lion de l'Atlas, désireux de franchir un cap dans sa carrière.



GOUVERNEMENT L'organisation du cabinet de ministre délégué et du secrétaire d'Etat fixée

Un décret exécutif daté du 23 janvier 2020 portant organisation du cabinet du ministre délégué et du secrétaire d'Etat auprès du ministre vient d'être publié au Journal officiel. Selon l'article 1er de ce décret, «il est ouvert, au titre des ministères abritant les ministres délégués et les secrétaires d'Etat, les postes supplémentaires ci-après, et ce, auprès de chaque ministre délégué et de chaque secrétaire d'Etat: un (1) chef de cabinet, deux (2) à quatre (4) chargés d'études et de synthèse, deux (2) attachés de cabinet». Outre les postes prévus à l'article 1er, le ministre délégué et le secrétaire d'Etat «disposent pour l'exercice de leurs missions, des structures du ministère de rattachement et notamment celles relevant directement de leurs sphères de compétence», stipule l'article 2 qui précise que le ministre délégué et le secrétaire d'Etat «exercent leurs missions, dans le cadre des orientations définies par le ministre responsable du secteur». Aux termes de l'article 3 du décret, «les dispositions des décrets exécutifs n° 91-304 du 25 août 1991 et 92-157 du 21 avril 1992, susvisés, sont abrogées».

ALGÉRIE-UA-LIBYE

Le Président de la République charge Djerad de le représenter au 8^e sommet du Comité de haut niveau de l'UA

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a chargé le Premier ministre, Abdelaziz Djerad de le représenter au 8^e sommet du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye prévu aujourd'hui à Brazzaville (République du Congo), a indiqué hier un communiqué de la présidence de la République.

"Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a chargé le Premier ministre de le représenter au 8^e sommet des Chefs d'Etats et de gouvernements du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye prévu jeudi 30 janvier 2020 à Brazzaville (République du Congo)", lit-on dans le communiqué.

Le Premier ministre sera accompagné du ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum.

Arrivée de M. Djerad à Brazzaville

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, est arrivé hier après-midi à Brazzaville (République du Congo) pour prendre part au 8^e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Co-



mité de haut niveau de l'Union Africaine (UA) sur la Libye. M. Djerad, qui représente le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, aux travaux de ce sommet, est accompagné par le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum. Le sommet s'ouvrira aujourd'hui avec pour objectif l'étude de l'évolution de la situation en Libye, avant le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA prévu en février pro-

chain à Addis-Abeba (Ethiopie). Cette rencontre de haut niveau, qui intervient quelques jours seulement après la conférence internationale sur la Libye, tenue à Berlin (Allemagne), et la réunion des pays voisins de la Libye, organisée à Alger, sera marquée par la présence des acteurs du conflit et de représentants d'organisations continentales et internationales pour tenter de trouver une solution politique à la crise libyenne.

DÉFENSE

Chanegriha Chef d'Etat-major de l'ANP par intérim avec "plein exercice des prérogatives de la fonction"

Le décret présidentiel chargeant le commandant des forces terrestres, le Général-major Saïd Chanegriha, d'assurer l'intérim du poste de Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) avec "plein exercice des prérogatives de la fonction", vient d'être publié dans le Journal officiel. Le décret datant du 9 janvier 2020 stipule "le Général-major Saïd Chengriha, commandant des forces terrestres, est chargé d'assurer, à compter du 23 décembre 2019, l'intérim de Chef d'Etat-major de l'ANP", précisant que "l'intérim n'exclut pas le plein exercice des prérogatives de la fonction de Chef d'Etat-major de



l'ANP". Un autre décret publié dans le même numéro du Journal officiel note qu'"il est mis fin, à compter du 23 décembre 2019, aux fonctions de Chef d'Etat-major de l'ANP, exercées par le Général de Corps d'Armée, M. Ahmed Gaïd Salah, décédé".

ANNABA:

Rencontre sur "la création de produits technologiques dans l'économie numérique"

Plusieurs projets en relation avec la technologie numérique ont été exposés mardi à Annaba, et débattus lors d'une rencontre sur le thème de "la création de produits technologiques dans l'économie numérique", organisée par la Chambre de Commerce et d'Industrie Seybouse et la plateforme américaine Product Hunt. Cette rencontre visant à encourager

l'émergence d'entreprises innovantes dans le domaine de la technologie, a enregistré la participation de 8 start-up venues de plusieurs wilayas du pays mais également de Tunisie. Les participants à cette rencontre ont à cette occasion pu écouter les témoignages de jeunes entrepreneurs porteurs de projets innovants et de créations technologiques, notamment dans le domaine du recyclage, la scolarité en ligne, la paie-

ment électronique, la billetterie sécurisée, des comparateurs de prix en ligne et la livraison de repas à domicile. Les projets présentés au cours de cette rencontre seront répertoriés sur le site "Product Hunt" qui permet aux utilisateurs de partager et de découvrir de nouveaux produits dans le domaine de la technologie numérique. Cet événement a également permis à des universitaires et adhérents au club scientifique du département des sciences de l'ingénieur de l'université Badji Mokhtar d'Annaba de s'informer au sujet des mécanismes mis en place par les autorités publiques pour encourager l'économie numérique en plus des dispositifs d'aide à l'emploi comme l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) et la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC).

MALI:

Le processus de paix entre dans une nouvelle phase de stabilisation

Le ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale du Mali, Tiébilé Dramé, a affirmé hier que le processus de paix au Mali est entré dans une nouvelle phase de stabilisation constituant une "véritable relance de l'accord de paix et de réconciliation issu du processus d'Alger". S'exprimant lors d'un entretien téléphonique accordé à Radio Algérie Internationale (RAI) sur les derniers développements au Mali, le ministre malien M. Dramé a rappelé que "l'avant dernière réunion du comité de suivi de l'accord (CSA) tenue au mois d'août 2019, avait souligné qu'il y avait une crise dans le processus de paix", rappelant également que "le dialogue national inclusif tenu en décembre dernier à Bamako, a réuni tous les mouvements du Nord cosignataires de l'accord d'Alger". "Nous sommes entrés dans une nouvelle phase du processus de paix au Mali, du processus de stabilisation, l'année 2020 de ce point de vue s'annonce sur de meilleures auspices", s'est félicité M. Dramé qui s'exprimait depuis la capitale malienne, Bamako. Il est revenu sur la récente réunion du CSA, tenu le 19 janvier

dernier à Bamako, après cinq mois d'interruption, présidée par le Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la communauté nationale et des compétences à l'étranger, Rachid Bladhane, et qui a vu la participation de tous les leaders du mouvement du Nord, des représentants de la communauté internationale, de l'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA), l'organisation de la coopération islamique (OCI) ainsi que les ministres des Affaires étrangères des pays voisins, et qui a permis aussi de prendre d'importantes décisions et à "donner un nouveau souffle à la mise en oeuvre de l'Accord" d'Alger. "Tout le monde est venu. C'était une occasion importante et nous avons entre autre décidé du déploiement des forces armées et de sécurité dans toutes les régions du Nord, Kidal compris, ce qui représente une réelle relance du processus de paix", a déclaré M. Dramé.

Dans ce sens, le chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma), Mahamat Salah Annadif, avait également, la se-

maine passée affirmé que l'accord d'Alger était le seul cadre qui trace le chemin de la paix au Mali. Le ministre malien s'est, en outre, félicité du soutien apporté par l'Algérie au CSA, avec la visite au lendemain de la réunion, du ministre des Affaires étrangères Sabri Boukadoum, lors de laquelle il a réitéré l'attachement de l'Algérie à la sécurité et la stabilité du Mali, en mettant l'accent sur les efforts que l'Algérie n'a cessé de fournir dans ce sens. "Le Secrétaire d'Etat Rachid Bladhane était présent, le ministre Sabri Boukadoum est venu le lendemain apporter le soutien de l'Algérie au processus de paix au Mali", s'est réjoui le chef de la diplomatie malienne. S'agissant de la 4^e réunion du comité de suivi de l'accord, le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Smail Cherqui avait indiqué que cette dernière avait été "un grand événement en termes de qualité de participation avec la présence de cinq (05) ministres outre les principaux acteurs de l'accord de paix, le gouvernement malien, les parties concernées par ce dossier et les partenaires".

MDN

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE :

3 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés à Batna, Khenchela et Relizane

Trois (03) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés mardi à Batna, Khenchela et Relizane par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) en coordination avec les services de la Sûreté nationale, a annoncé hier le ministre de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, des détachements de l'Armée nationale populaire en coordination avec les services de

la Sûreté nationale ont appréhendé, le 28 janvier 2020, trois (03) éléments de soutien aux groupes terroristes à Batna, Khenchela/5eRM et Relizane/2eRM", précise le MDN dans un communiqué. Selon la même source, "une grande quantité de kif traité s'élevant à 283,4 kilogrammes a été saisie à Nâama/2eRM par des détachements combinés de l'ANP qui ont intercepté aussi trois (03) narcotrafiquants". Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la crimi-

nalité organisée, "deux (02) autres narcotrafiquants en possession de 50 kilogrammes de la même substance ont été appréhendés à Tipaza/1èreRM", a ajouté le MDN. Dans un autre contexte, des détachements de l'ANP "ont arrêté, à Djanet/4eRM, Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar/6eRM, 117 individus et saisi 29 morceaux de dynamite, 35 détonateurs, 27 mètres de mèche de détonation, huit (08) véhicules tout-terrain, 80 groupes électrogènes, 26 marteaux

piqueurs, cinq (05) détecteurs de métaux et 48 sacs de mélange de pierres et d'or brut". Par ailleurs, un détachement de l'ANP "a arrêté, à Tindouf/3eRM, un (01) contrebandier et saisi 19080 litres de carburants et 3,440 tonnes de denrées alimentaires, alors que des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté, à Biskra/4eRM, deux (02) individus en leur possession deux (02) fusils de chasse", ajoute la même source.